

LETTRES HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de plus
important en

EUROPE;

*Et les Réflexions nécessaires
sur ce sujet.*

Mois de Mai 1713.



A LA HAYE,
Chez ADRIAN MOETJENS,
Marchand Libraire près de la Cour, à
la Librairie François.

M. DCC. XIII.

AVERTISSEMENT.

On trouve chez Adrian Moertjens ,
les Mémoires de Bellière, & de Silleri,
concernant la Négociation de la Paix de
Vervins, 12. 2. vol.

Les Mémoires & Négociations secrets
de la Paix de Munster, 4. vol. 8.

Lettres & Négociations du Maré-
chal d'Esstrades, de Colbert, & d'A-
vaux, Ambassadeurs de France à la
Paix de Nimègue, 3. vol. 12.

Les Actes & Mémoires des Négociations
de la Paix de Nimègue, avec l'Histoire
de Mr. de St. Didier, 12. 8. vol.

Les Actes & Mémoires des Négocia-
tions de la Paix de Ryswick. nouvelle E-
dition augmentée de Mémoires historiques,
& d'une Continuation, contenant le Procès
entre Son Altesse Electorale Palatine, &
Madame la Duchesse d'Orléans, 12. 5. vol.

Recueil des Traitez de Paix, in folio
4. vol.

Histoire de la Ligue faite à Cambray,
contre la République de Venise, 12. 2. vol.

Les Soupirs de l'Europe à la vue du
Projet de Paix contenu dans la Haran-
gue de la Reine de la Grande-Bretagne
à son Parlement du 6. (17.) Juin,
1712, 12. & toutes les suites.

Ayuntamiento de Madrid

LETTRES HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de plus
important en Europe;

Et les Réflexions nécessaires sur
ce sujet.

Mois de Mai, 1713.

LETTRE I.

Affaires d'Italie.

Rome.

MONSIEUR,

I. Le Pape n'a point encore pris
de Résolution finale touchant l'Ex-
pédition des Bulles, pour les Evê-
ques qui ont été nommez depuis
quelque tems, par diverses Puissan-
ces, non plus que pour le choix des
Nouveaux Légats, & pour faire les

A a 2

au.

Ayuntamiento de Madrid

autres Promotions qui tiennent beaucoup de Prétendans dans une Attente incertaine, parce que leur Concurrence se trouve si fortement appuyée par les Instances des Ministres d'Etat, & de plusieurs autres Personnes d'un grand Mérite, que Sa Sainteté n'a pas trouvé bon de se déterminer jusqu'à présent en faveur des uns, ni des autres.

Les sollicitations du Roi de Pologne ne sont pas moins fortes, pour élever à la Pourpre le Père Salerno Jésuite, en considération des grands Avantages qu'il a procurés, & qu'il espère de procurer encore à la Religion Catholique Romaine dans la Saxe.

Cependant, ce Choix trouve de grandes Opositions de la part des autres Ordres Religieux, qui alléguent que le Cardinal Tolomei a déjà été nommé pour la Compagnie de *Jésus*, & qui se donnent beaucoup de mouvemens, pour empêcher cette nouvelle Promotion.

L'Ambassadeur du Roi de Portugal a fait préparer un Train magnifique, pour soutenir avec beaucoup

coup d'Eclat la Dignité d'Ambassadeur Ordinaire d'Obéissance, que les Ministres de cette Nation remplissent ordinairement d'une manière très pompeuse.

Le Marquis de Prié ayant eu, depuis le Mois dernier, plusieurs Audiences très favorables du Pape, on croit que ce Ministre Impérial aura la satisfaction & la Gloire, avant son départ, d'ajuster les différens Intérêts qui restent à régler, entre le St. Siège & la Cour de Vienne.

Mr. Aldobrandini, Auditeur de Rote, est parti pour se rendre à Paris, & l'on dit que s'il ne voit pas jour de passer à *Utrecht*, il prendra la route de *Madrid*, avec le Caractère de Nonce ordinaire; mais ceux qui voyent plus clair dans les Affaires de la Politique Romaine, ne doutent pas que ce Prélat ne soit très bien reçu dans ce Congrès des Négociations de la Paix Générale, s'il est chargé de quelques Commissions pour cela.

Naples. Le Général Englen est parti pour Reggio, avec le Titre de Vicaire Général des deux Calabres, pour veiller à la garde de ces Provinces, dans la Conjoncture présente; où l'on apprend que les Siciliens ont été renforcez par un bon nombre de Troupes Espagnoles, qui ont débarqué à Messine.

Mr. Caraffa, Neveu du Cardinal Pignatelli, ayant été Sacré par son Eminence, dans le Monastère de la Trinité, pour jouir de l'Évêché de Larissa, s'est rendu de cette Ville à celle de Rome, d'où il doit passer à Florence, pour y résider, en qualité de Nonce Apostolique.

Le Marquis de Westerlo, Prince du Saint Empire, qui étoit depuis deux mois, chez le Duc de Monteleone, Frère du Cardinal Pignatelli, Archevêque de cette Capitale du Royaume de Naples, est parti pour retourner en *Flan-ares.*

Un Exprès venu de Rome, ayant don-

donné avis au Vice-Roi que le Duc Rospigliosi en étoit parti, avec le Cardinal Barberini, pour aller recevoir à Terracine la Fille de son Excellence, nouvelle Epouse de ce Duc, celle-ci s'est mise en chemin sous l'Escorte de deux Compagnies de Cavalerie, pour se rendre auprès de ce Seigneur, avec quelques Dames, accompagnées du Comte de Varne, Parent du Vice-Roi.

Le Marquis de Suze, qui étoit venu le mois passé dans cette Ville, est allé derechef à Rome, d'où l'on a appris que le Pape lui a accordé la Faculté de posséder des Bénéfices, sans l'obliger de recevoir les Ordres Mineurs, non plus que le Prince Eugène de Savoye, favorisé depuis long tems d'un semblable Privilège. C'est pourquoi dans l'Audience que ce Marquis eut de Sa Sainteté, il y entra l'Épée au côté, avec le Chapeau comme les Princes, & les Ambassadeurs des Têtes Couronnées; mais on ne lui présenta pas le Tabouret qu'on donne aux Ministres des Puissances Souveraines.

Génes.

III. L'Escadre Angloise de l'Amiral Jennings, composée de 13. Vaisseaux de Guerre, & de plusieurs Bâtimens de Transport, étant partie le 20. du mois de Mars de *Barcelone*, arriva le 28. à *Vado*, avec l'Impératrice, qui fut reçue au bruit d'une triple Salve de Canon, & de Mousquetterie.

Les 6. Galères de la République partirent le même jour du Port de cette Ville, avec les Députés du Sénat, chargez d'aller complimenter Sa Majesté Impériale, qui vint deux jours après loger dans le Palais du Doge, où cette Auguste Princesse fut déjà reçue lors qu'Elle passa dans cette même Ville, pour aller en *Catalogne*.

Une de ces six Galères étant retournée incontinent de *Vado*, afin que le Capitaine qui la Commandoit, fit raport au Sénat du bon Accueil que l'Impératrice avoit fait aux Députés de cette République, fut d'abord renvoyée à l'Armée Navale; mais avant qu'Elle

en

en partît, l'Amiral Jennings s'étant ressouvenu qu'il avoit reçu une Lettre de trois Matelots Anglois, qui s'étoient engagez, depuis quelque tems, pour servir volontairement sur cette Galère, en parla au Marquis Viale, Chef de la Députation du même Sénat, & demanda que ces Matelots fussent mis en Liberté: Le Marquis répondit à l'Amiral, que n'étant Député que pour l'Ambassade à l'Impératrice, il ne pouvoit pas décider de ce qui concernoit proprement le Sénat; qu'il promettoit néanmoins que ces Matelots seroient relâchez.

Il en écrivit incontinent au Sénat, qui, selon toutes les apparences, n'auroit pas manqué de les délivrer; mais la Galère s'étant approchée sur ces entrefaites, l'Amiral donna ordre à deux Vaisseaux de Guerre de son Escadre, d'aller au devant de cette Galère, & de lui couper chemin. Ils la joignirent bientôt, & commencèrent à la Canonner, sur ce qu'elle continuoît sa Route, le Capitaine qui la Commandoit ne sachant rien de ce qui concernoit l'Ordre donné à ces Navires, fit

A a 5

Al-

Alte ; cependant, l'ayant abordée, ils enlevèrent les trois Matelots, & un Irlandois qui s'étoit aussi engagé volontairement comme eux, & on les conduisit dans le Vaisseau de l'Amiral, comme il l'avoit ordonné.

Tout cela se passa à la vûe de l'Armée Navale, & de l'Impératrice, qui en fut très mécontente, parce que cette Galère étoit à son Service, & qu'elle portoit le Duc d'Uceda, son Vicaire Général : cependant, S. M. Impériale n'en fit aucune Plainte à l'amiral Anglois ; mais le Sénat envoya le 3. du même Mois un Exprès à la Reine d'Angleterre, pour l'informer de cette Affaire.

L'Impératrice n'est partie de cette Ville que le 6. à huit heures du matin, escortée par un Régiment d'Infanterie Génoise, & accompagnée de plusieurs Seigneurs & Dames, jusqu'aux Frontières de cet Etat ; où l'on a fait à Sa Majesté très Auguste, tous les Honneurs possibles, entre lesquels on peut bien compter un Magnifique Régiment de 24. grandes Caisses de Confitures

res très exquisés, que cette République fit présenter à S. M. la veille de son Départ, & dont Elle en remit 6. à l'Amiral Jennings, pour les présenter à la Reine de la Grande-Bretagne, quand il sera de retour à Londres.

Il est arrivé de *Barcelone* un grand nombre de Seigneurs & d'Officiers Catalans, qui étoient au Service de Sa Majesté Impériale, & dont plusieurs resteront en cette Ville, jusqu'à ce qu'ils sachent ce que le Roi Philippe ordonnera à leur égard.

Milan.

IV. Le 10. du Mois dernier, à midi, l'Impératrice arriva heureusement en cette Ville, accompagnée d'un grand Cortège de Noblesse, de deux Bataillons de Cuirassiers, & de quelques autres Compagnies pour sa Garde.

Sa Majesté Impériale fit son Entrée au bruit de plusieurs Salves de toute l'Artillerie du Château, & de la Ville, où la Milice étoit rangée en Haye, dans toutes les

A a 6

Ruës

Ruës où cette Auguste Princesse devoit passer, jusqu'au Palais Ducal, dans lequel Elle fut complimentée de la part des Magistrats, & des Chefs de la Bourgeoisie.

Roveredo.

V. Le Prince Antoine de Lichtenstein passa dans ce Lieu en diligence, pour aller à la rencontre de l'Impératrice qui est attendue à *Mantoue*, depuis qu'on a eu Avis de son Arrivée à *Milan*, où le jour de son Départ n'est pas encore fixé: cependant, plusieurs Carosses & Calèches envoyées de *Vienne*, pour le Service de Sa Majesté, dans cette Route de l'Etat de *Venise*, y resteront pour la joindre dans son Passage, où le Sénat la doit faire Complimenter par un Ambassadeur Extraordinaire.

Le Maréchal Prince de Taun y séjourne aussi, depuis le 15. du Mois dernier, avec toute sa Famille, en attendant que le Sénat de cette République ait réglé ce qui concerne son Passage, à cause des Défenses publiées sur le soupçon de

Mois de Mai, 1713. 555
de quelque Mal Contagieux en *Hongrie*; après quoi il continuera son Voyage, pour aller prendre possession de la Vice-Royauté de *Naples*.

Venise.

V I. On a reçu Avis du Levant, qu'on attendoit à *Scutari* sept Bachas & un Capigi, qui avoient ordre de régler les Affaires des *Monténégriens*, & des *Dulcignotes*.

Ces Lettres contiennent aussi une Relation fort distincte du Contretems arrivé au Roi de *Suède* à *Bender*, & assurent, que le Grand Seigneur a paru mécontent de la Précipitation avec laquelle le Kan des Tartares a agi dans cette Affaire.

Turin.

V II. La Cour ayant reçu un Courier d'*Utrecht*, avec les Traitez de l'Evacuation de la *Catalogne*, & de la Neutralité d'*Italie*, celui-ci fut publié le 6. du Mois dernier.

Depuis ce tems-là Son Altesse Royale a projeté de faire une grande Réforme dans ses Troupes, &

ordonna au Comte de Bagnolo, son Secrétaire des Guerres, d'envoyer un Caissier à *Pignerol*, avec de l'Argent, pour payer les Arrérages qui sont dûs aux Protestans des Valées, dont le Traitement sera continué sur l'ancien Pié, moyennant qu'ils gardent toujours fidèlement les Postes qui leur ont été confiés.

Le Marquis de Saint George, Grand Maître de la Maison de S. A. R. qui avoit été nommé pour aller recevoir l'Impératrice à son Passage dans l'*Alexandrin*, l'a accompagnée jusqu'à *Milan*, après l'avoir Complimentée en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire de ce Prince Souverain, qui est sur le point d'être fait Roi de Sicile.

Suisse.

VIII. Les Cantons Catholiques ont reconnu l'Empereur pour Roi d'*Espagne*; mais les Protestans ne veulent pas suivre leur Exemple, depuis qu'ils ont vu effectuer le Traité, par lequel cet Auguste Monarque a consenti que ses Troupes abandonnassent la *Catalogne* au Roi Phi-

philippe V. qui en prend actuellement Possession.

On apprend de *Coire* que le Régiment de *Diesbach* y a passé; en venant d'*Italie*, pour aller sur le *Haut-Rhin*.

LETTRE II.

Affaires du Nord.

Varsovie.

MONSIEUR,

I. L'Ambassade que le Grand Seigneur envoie en cette Ville, a fait retarder le Départ du Roi; & S. M. a rapellé divers Sénateurs absens, pour recevoir les Ministres de la Porte Ottomane.

On assure qu'ils sont chargés de reconnoître S. M. pour Roi de *Pologne*; & de solliciter pour le Roi Stanislas une Pension des Revenus de la République. Qu'ils doivent s'informer si cette même République se mêlera de la Guerre, en cas que des Turcs voulussent la faire aux Moscovites.

Le 5. du Mois dernier il arriva

un

un Exprès du Comte de Sieniawski, grand Général de l'Armée de la Couronne, avec Avis qu'il avoit donné une Audience particulière aux Députez de la Porte & du Kan des Tartares à *Leopol*, où ceux-ci lui demandèrent d'abord s'il restoit encore quelques Troupes Moscovites dans les Provinces de la République ? Et que le Comte leur ayant répondu qu'il n'y en avoit plus, ils donnèrent parole que le Grand Seigneur garderoit inviolablement la Paix, & la bonne Intelligence avec cette République, moyennant qu'elle ne permit en aucune manière le retour de ces Troupes.

Ils intercédèrent, en même tems, pour les Adhérens du Palatin de *Kiovie*. Ils firent ensuite des Excuses de ce que leurs Lettres de Créance n'étoient adressées qu'au Comte de Sieniawski, parce qu'au tems de leur Départ d'*Andrinople*, on avoit répandu le bruit que le Roi étoit retourné en *Saxe*; mais ayant demandé une Résolution finale, sur ce qu'ils venoient de proposer, ce Comte leur dit qu'il n'avoit pas ce Pouvoir, pendant que

que le Roi étoit dans le Royaume: sur quoi ces Députez déclarèrent qu'ils iroient trouver Sa Majesté; c'est pourquoi on les attend incessamment en cette Ville, où ils ne tarderont pas d'arriver, en cas qu'ils aient continué leur Voyage, sans avoir changé de Dessein, ou reçu d'autres Ordres contraires de la Porte Ottomane, comme l'on en fait maintenant courir le bruit.

Caminier.

II. Suivant les Avis d'*Andrinople*, le Roi de *Suède* y étoit encore, & le Grand Seigneur le faisoit traiter fort honorablement: les Ministres de *France* & d'*Angleterre* s'intéressoient beaucoup pour ce Prince, & il y avoit lieu de croire qu'il retourneroit incessamment à *Bender*, au lieu d'être conduit à *Thessalonique*.

On assure même que le Grand Seigneur a promis à Sa Majesté Suédoise tous les Secours dont Elle aura besoin, & de lui donner satisfaction sur le mauvais Procédé du Kan & du Bacha à son égard.

Un Officier Suédois qui en a été Té-

Témoin oculaire, de même que de ce prodigieux Combat, où l'Intrepidité & la Valeur de ce Monarque, n'a pas moins causé d'Étonnement que de Frayeur aux Turcs, suivant les Relations insérées dans mes Lettres du Mois dernier, a protesté en dernier lieu, par une Lettre écrite de *Bender*, à une Personne de Distinction, que la véritable cause de ce prodigieux Événement, si inopiné, est venue d'un Complot dont les principales Circonstances sont exprimées dans le Narré suivant, tiré du Préambule de la Lettre de ce même Officier.

„ Quelques Polonois intercepté-
 „ rent des Lettres, qui décou-
 „ vroient des Liaisons secretes en-
 „ tre les Ennemis du Roi de Sué-
 „ de & les Chefs des Tartares: elles
 „ marquoient un Dessen formé de
 „ leur livrer Sa Majesté, pour une
 „ certaine somme d'Argent qui étoit
 „ même spécifiée.

„ Le Roi sur cet Avis, qu'il
 „ dissimula prudemment, prenoit
 „ les Mesures qu'il croyoit les plus
 „ nécessaires, pour prévenir un tel
 „ Malheur, quand le Kan des Tar-

„ tares

„ tares lui signifia un Ordre de la
 „ Porte, afin de l'obliger de partir
 „ sans délai.

„ Cette Démarche peu attendue,
 „ dans un tems où la Cour Otto-
 „ mane continuoit ses Préparatifs
 „ contre la *Moscouie*, dont les Am-
 „ bassadeurs étoient toujours arrê-
 „ tez, & que son Envoyé à *An-*
 „ „ *drinople* ne lui marquoit aucun
 „ Changement à son égard, aug-
 „ menta ses soupçons.

„ Il demanda du tems pour se
 „ préparer au Départ, sous prétex-
 „ te qu'il attendoit des Chevaux
 „ qu'il avoit fait acheter en *Wala-*
 „ „ *chie*, & le Retour d'un Exprès
 „ qu'il avoit dépêché; mais le Kan
 „ & le Seraskier lui refusèrent ce
 „ Délai, & bloquèrent son petit
 „ Camp, en lui coupant aussi les
 „ vivres, pour le forcer au Départ.

„ Les Janissaires & les simples
 „ Soldats Tartares commandez pour
 „ ce Blocus, ayant de longue main
 „ conçu de l'Admiration pour Sa
 „ Majesté, & de l'Amitié pour les
 „ Suédois, leur portoient des vi-
 „ vres pendant la nuit, & continué-
 „ rent à leur en fournir secrette-
 „ ment, jusqu'à ce que quelques
 „ Tar-

„ Tartares ayant été pris sur le fait ,
 „ furent exécutés par ordre du Kan.
 „ Ils ne laissèrent pas d’user d’un
 „ autre Stratagème pour leur en
 „ faire avoir , ayant trouvé le moyen
 „ de les enterrer la nuit dans un
 „ petit Bois , peu éloigné du Camp
 „ du Roi , & leur en donnant Avis
 „ par des Billets qu’ils eurent l’a-
 „ dresse de leur faire tenir , en di-
 „ verses manières , jusqu’à l’onziè-
 „ me de Février , que le Kan & le
 „ Seraskier prirent la Résolution
 „ d’attaquer les Retranchemens que
 „ les Suédois avoient faits à la hâte ,
 „ autour de la Maison où le Roi se
 „ défendit de la manière surprenan-
 „ te dont il a été parlé fort ample-
 „ ment dans plusieurs autres Rela-
 „ tions données au Public.

C’est pourquoi , Monsieur , je
 finirai celle-ci par une Circonstance
 très considérable qui ne se trouve
 dans aucune de celles-là ; mais
 seulement dans la Lettre de ce mê-
 me Officier Suédois , qui ajoute à
 ce que je viens de vous en rapporter ,
 que le Roi de Suède répondit aux
 principaux d’entre les Janissaires ,
 qui le prièrent les Larmes aux yeux ,
 & avec tout le Respect possible , de

Mois de Mai , 1713. 563
 vouloir se confier à eux pour aller
 où il lui plairoit sous leur Escorte :
 „ Qu’il étoit sensible à leur Amitié ,
 „ & que pour leur donner des mar-
 „ ques de la sienne , & de sa Con-
 „ fiance , il vouloit bien s’ouvrir à
 „ eux , & leur déclarer , que la
 „ seule Raison qui l’avoit empê-
 „ ché de se mettre en Marche , &
 „ de suivre des Ordres qu’il avoit
 „ lieu de croire supposés , provenoit
 „ de la certitude où il étoit , que
 „ les Tartares vouloient le livrer à
 „ ses Ennemis , & qu’il préféreroit
 „ la mort à une telle indignité :
 „ que s’ils étoient leurs propres
 „ Maîtres , il ne balanceroit pas de
 „ se confier à de si braves gens ; mais
 „ qu’ayant des Chefs , à qui ils de-
 „ voient obéir , il ne seroit sûr , ni
 „ pour lui ni pour eux , de pren-
 „ dre un tel parti , & qu’ainsi il
 „ étoit résolu de mourir l’Epée
 „ à la main , se défendant con-
 „ tr’eux-mêmes , s’ils venoient l’at-
 „ taquer , quoi qu’il les regardât
 „ comme ses Amis.

C’est sur ce fondement que Sa
 Majesté résista le lendemain , par des
 Efforts incroyables , contre les Tar-
 tares qui vinrent pour forcer ses

Retranchemens , au Refus des Janissaires ; & on a encore reconnu depuis cette fameuse Action , que ce Prince ne se trompoit point en ce qu'il disoit aux Janissaires , touchant la Conspiration des Tartares formée contre lui , puisqu'on en a découvert de nouvelles Preuves dans l'occurrence suivante.

Le Staroste Bobruiski de la Maison de Sapieha , à qui l'on impute d'être l'Auteur de cette Trahison machinée contre le Roi de Suède , ayant appris que les Affaires de S. M. reprenoient une Face favorable , se retira vers la *Pologne* , avec cinq de ses Domestiques ; mais un Colonel Suédois le suivit , avec quelques Troupes , & l'atteignit à une demi-lieue des Frontières , d'où il le ramena par force à *Bender*.

Lors qu'il y fut arrivé , le Général Smigielski lui demanda quel Prince il reconnoissoit pour Roi de *Pologne* ; le Staroste répondit , qu'il n'en reconnoissoit point d'autre que le Roi Auguste. Sur quoi le Général Smigielski lui fit ôter ses Bottes , dans lesquelles on trouva quelques Lettres du Comte de Sieniawski , Grand Général de l'Armée

mée de la Couronne ; & l'on dit qu'il y découvre très manifestement le Complot formé entre le Czar , le Kan , & le Bacha , pour livrer le Roi de Suède entre les mains des Troupes Saxonnnes & Polonoises.

Ce Staroste est gardé à vûe par les Suédois à *Bender* , du consentement du Sous-Bacha , dont le Procédé très honnête à leur égard , donne lieu de présumer que les Affaires de ce Monarque sont dans une situation , dont ceux de son Parti espèrent encore de voir quelque bonne issue , & principalement le Général Steinbok , dont les Troupes en petit nombre se défendent toujours contre celles des Polonois , des Saxons , & des Moscovites , qui ont trois fois plus de monde que lui.

Pour moi , quand je considère ce Prince relegué à plus de 500. lieues de son País , braver l'Empire Ottoman , & combattre presque tout seul contre une Armée de Barbares , pour garentir sa Liberté , au péril de sa vie , il me semble qu'Achiles tel que le dépeint Homere , après la mort de Patrocle , & qu'Alexandre

xandre le Grand, dans la Ville des Oxidraques, n'ont rien fait de plus merveilleux que ce qui a paru dans cet Exploit Héroïque & Royal, dont les suites pourront faire le sujet d'une autre Lettre, par laquelle je continuërai à vous faire connoître, Monsieur, que je suis toujours vôtre Serviteur, &c.

LET TRE III.

*Affaires d'Allemagne & de
Turquie.*

Vienne.

MONSIEUR,

I. On a fait paroître dans cette Ville diverses Copies d'une Lettre écrite d'*Andrinople*, par Mr. Fleishman Secrétaire de l'Empereur, laquelle porte en substance ; „ Que „ la Porte avoit bien résolu, le 18. „ Février, d'envoyer le Roi de Sué- „ de à *Theſſalonique*, & de là par „ Mer à *Marseille* ; mais que cette „ Résolution avoit ensuite été chan- „ gée, sur ce que Sa Majesté avoit „ refusé d'y obéir, réclamant les „ Promesses

„ Promesses que le Sultan lui avoit „ faites ci devant ; surquoï le Grand „ Seigneur avoit envoyé des Com- „ missaires au Roi de Suède à *Ay- „ dos*, pour conférer avec ce Prin- „ ce : Que le Palatin de *Mazovie* „ ayant été le 5. de Mars dernier à „ l'Audience du Grand Visir, ce- „ lui-ci lui avoit demandé s'il avoit „ les Instructions nécessaires pour „ régler le Passage de Sa Majesté „ Suédoise par la *Pologne* : Que le „ jour suivant, le Général *Ponia- „ touski* avoit delivré au Grand Vi- „ sir une Lettre de Mr. Des-Al- „ leurs, Ambassadeur de France, „ qui recommandoit instamment à „ la Porte, de ne point user de „ violence envers le Roi de Suède, „ puis que le Roi son Maître, & „ tous les Princes Chrétiens s'en „ vengeroient ; mais au contraire, de „ vouloir secourir Sa Majesté Sué- „ doise dans ses Desseins ; & que „ la Porte ne devoit craindre aucun „ Obstacle, d'autant que Sa Ma- „ jesté Très-Chrétienne étoit assu- „ rée de sa Paix avec l'*Angleterre*, „ le *Portugal*, la *Savoye*, &c. & „ qu'ainsi Elle étoit en état de don- „ ner assez d'occupation à l'Empe- „ reur,

„ reur , & à l'Empire , pour les
 „ empêcher de troubler les Deseins
 „ de la Porte.

Monsieur le Secrétaire Fleisman
 ajoûte que ce même Général Pa-
 niatowski étoit allé , ensuite de ce-
 la , trouver le Roi de Suède à
Aydos , d'où l'on attendoit incessam-
 ment Sa Majesté à *Andrinople*.

Quelques autres Avis de *Belgra-*
de portent même , que Sa Majesté
 Suédoise étoit déjà arrivée auprès
 du Grand Seigneur , qui avoit été
 la recevoir hors de la Ville d'*An-*
drinople , & que ce Prince avoit fait
 un Discours au Sultan , première-
 ment en Langue Suédoise , & en-
 suite en Langue Turque , Sa Hau-
 tesse n'ayant pas voulu que d'autres
 interprétassent le Discours de S. M.

On a néanmoins reçu des Lettres
 de *Constantinople* du 8. Mars der-
 nier , qui portent qu'on n'y avoit
 point encore d'Avis que le Roi de
 Suède eût reçu Permission d'aller à
Andrinople ; mais seulement que
 les Turcs continuoient leurs Pré-
 paratifs de Guerre , & qu'on croyoit
 que ce n'étoit que dans le Desein
 d'obtenir de meilleures Conditions
 de Paix du Czar , dont les Amba-
 sadeurs

sadeurs étoient encore retenus en
 Prison.

Suivant les Avis de *Moscou* du
 15. Mars , le Sénat avoit fait pu-
 blier une Ordonnance , par laquelle
 il est permis aux Anglois , & Hol-
 landois , de négocier dans tous les
 Havres & Païs qui apartiennent à
 Sa Majesté Czarienne , excepté ce
 qui concerne deux sortes de Mar-
 chandises , qui n'empêcheront pas
 ces deux Nations d'étendre leur
 Négoce dans ce vaste Empire , d'où
 l'on a aussi appris qu'on continué d'y
 faire tous les Préparatifs nécessai-
 res , pour être en état de ne rien
 craindre de la part des Turcs , &
 des Tartares , en cas qu'ils eussent
 dessein d'attaquer la *Moscovie*.

Les dernières Nouvelles venuës
 de ce Païs-là , touchant le Roi de
 Suède , sont bien différentes de cel-
 les que la Cour de *Vienne* en reçût
 peu de jours après celles dont je
 viens de faire mention , lesquelles
 furent contredites par quelques au-
 tres , qui disoient que le Capigi Ba-
 chi avoit été étranglé , pour avoir
 parlé au Sultan en faveur du Roi
 de Suède ; qu'on demandoit à ce
 Prince cinq Millions ; & que Mr.

Funck Envoyé de Sa Majesté, s'étoit même retiré d'*Andrinople* : car celles-ci disent expressément que le Roi de Suède y étoit arrivé & que le Sultan l'avoit reçu très favorablement.

Elles ajoûtent qu'on verra dans peu de grands Changemens à la Porte Ottomane ; que le Musti a été déposé ; que le Bacha de *Bender* a été emprisonné, & que le Kan des Tartares a été mandé à *Andrinople*, pour assister à un grand Conseil de Guerre, après lequel on saura positivement si les Turcs feront la Guerre ou la Paix avec les Moscovites.

Les 3 Ambassadeurs du Royaume de *Naples*, sont arrivez à la Cour de *Vienne*, savoir le Prince de *Cardito*, le Duc della *Rocca*, & le Comte *Gervasio*.

Il est aussi venu un Exprès de *Milan*, avec l'agréable Nouvelle que l'Impératrice y est heureusement arrivée, & que Sa Majesté Impériale y fera quelque séjour, pour se délasser des fatigues de son Voyage de *Catalogne*.

Ratisbonne.

II. On a reçu Avis de la Conclusion de la Paix faite à *Utrecht*,
sans

sans le Consentement de l'Empereur, de même que sans celui des Etats de l'Empire, & l'on attend de favoir les Résolutions qu'ils prendront dans la Conjoncture présente.

Cependant tout ce qu'on avoit projeté depuis long-tems, pour faire cesser les Troubles des Puissances du Nord, n'ayant pas eu l'effet qu'on en espéroit, les Princes Voisins ont résolu de repousser la Force par des Actes d'Hostilité, plutôt que de voir davantage leur Païs exposé à une Ruine totale.

Les Troupes Impériales qui sont en *Bohème*, & dans la *Bavière*, doivent marcher incessamment pour se rendre aux environs de *Philisbourg*, où l'Armée de l'Empire commence de s'assembler, pour s'opposer aux Entreprises de celle des François, qui sont de très grands Préparatifs pour entrer en Campagne, si Sa Majesté Impériale persiste dans le Desein de continuer la Guerre ; c'est pourquoi la Diète Générale de l'Empire délibère actuellement sur les moyens de mettre en Exécution les Résolutions qu'elle a prises ci-devant, afin que l'Argent de la Caisse Militaire, & d'Opération,

Bb 3

soit

soit fourni plus régulièrement , & en plus grande quantité qu'il ne l'a été depuis le commencement de cette Guerre jusqu'à présent.

Berlin.

III. Le Roi de Prusse étant allé à *Wettin*, près de *Magdebourg*, faire la Revüe de ses Troupes venues d'*Italie*, se rendit deux jours après dans cette Capitale de ses Etats, où Sa Majesté reçût l'Homage de la Noblesse, & des Députés de la Bourgeoisie, le 24. du mois dernier, & a continué depuis ce tems-là de travailler avec beaucoup d'aplication au nouveau Règlement de sa Cour, où Mr. le Baron de Dankelman se trouve tous les jours, & entre fort souvent dans le Cabinet du Roi, qu'on dit avoir résolu d'entretenir une Armée nombreuse en tems de Paix.

Mr. de Wiereck Maréchal de l'Ambassade de Sa Majesté à *Utrecht*, lui apporta le 17. du mois passé, le Traité de Paix conclu entre les Ministres Prussiens & ceux de France, avec d'autres Dépêches que ce Monarque reçût très favorablement.

Francfort.

IV. L'Electeur de Mayence ayant invité

Mois de Mai, 1713.

invité les Cercles Associez à un Congrès à *Heilbron*, le 24. du mois dernier, pour délibérer si l'on doit accepter, ou refuser, les Conditions de Paix offertes par la France, le Cercle du Haut-Rhin s'est assemblé pour envoyer la Résolution à ce Congrès, où l'on dit que le Prince Eugene de Savoye, & le Prince de Lewestein doivent se rendre de la part de l'Empereur.

Mr. le Comte de Sinzendorf, qui arriva en cette Ville le 20. du même mois, en venant de *Hollande*, pour aller à *Vienne*, informer Sa Majesté Impériale de tout ce qui s'est passé au Congrès d'*Utrecht*, ne néglige rien pour démontrer aux Electeurs, aux Princes, & aux Etats de l'Empire, la nécessité qu'il y a de continuer la Guerre contre la France, plutôt que d'accepter des Conditions de Paix aussi défavorables que celles qu'Elle offre.

Les Députés de cette Ville sont partis pour assister à cette Assemblée de *Heilbron*, où l'on délibère sur cela depuis quelques Semaines. Cependant les Troupes Impériales sont en Marche d'*Autriche*, de *Bohème*, & de *Bavière*, pour se rendre sur le Haut-Rhin.

Bb 4

Les

Les Troupes des Cercles de *Sua-be* & de *Franconie* sont aussi en mouvement pour y aller, & lors que les Régimens Impériaux qui viennent des *Pais-Bas*, les auront jointes, avec les Troupes de *Prusse*, & de *Wurtzbourg*, & celles de l'Electeur *Palatin*, on compte qu'il y aura une Armée de 100 mille hommes, qui pourra être renforcée par d'autres Troupes que l'Empereur doit encore faire venir de *Hongrie*.

On verra bientôt ce que cette Armée & celle des François entreprendront, puis que les Opérations de cette Campagne ne doivent point être différées, si la Paix Générale n'est pas conclue avant le commencement du mois prochain.

Je ne m'arrêterai donc pas, Monsieur, à faire maintenant des Conjectures incertaines là dessus, non plus que sur les Motifs qui ont porté Mr. le Duc de *Marlborough*, & la Duchesse son Epouse à se rendre en cette Ville de *Francfort*, parce que j'espère que vous ne desapprouverez pas que je mette ici des bornes à ma Lettre, en vous priant de la recevoir des mains de votre Serviteur, &c.

LET-

L E T T R E I V.

Affaires de France.

Paris.

M O N S I E U R,

I. Après les fâcheuses Extrémitez où la France s'est vûe réduite depuis dix Ans, par les grands Avantages que les Hauts Alliez avoient remportez sur Elle, pendant cette Guerre, le Monarque de ce Royaume, dont les plus belles Provinces sembloient être presque entièrement épuisées de toutes choses, se trouve néanmoins à présent sur le point de jouir d'un Bonheur inconcevable, par une Paix avantageuse qu'il vient d'obtenir, sur des Renonciations, dont toute la Validité ne consiste qu'en de certaines Patentes, remplies d'un nombre prodigieux de longues Clausules, qui ont été insérées dans mes Lettres précédentes.

Depuis ce tems-là le Chevalier de *Beringhen*, dépêché d'*Utrecht* par le Maréchal d'*Huxelles*, est arrivé à

Bb 5

Ver-

Versailles le 14. du mois dernier, avec la Nouvelle que la Paix avoit été signée le 11. entre les Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux de la Reine de la Grande Bretagne, ceux du Roi de Portugal, du Roi de Prusse, du Duc de Savoye, & des Etats Généraux, chacun en particulier.

La nouvelle de cette Conclusion de la Paix, a causé beaucoup de joye dans tout le Royaume, & quoi que l'Empereur & l'Empire ne l'ayent pas encore signée, à cause de quelques Difficultez qui restent à régler, touchant les Electorats de Bavière & de Cologne, Strasbourg & quelques autres Places, on la regarde néanmoins comme Générale, parce qu'on est persuadé que Sa Majesté Impériale trouvera des Obstacles insurmontables à continuer la Guerre, sans le secours des Alliez, qui viennent de signer leur Paix, & que d'ailleurs Sa Majesté Très-Chrétienne prétend de pouvoir la faire accepter à cet Auguste Monarque par la voye des Armes.

Pour cet effet, tous les Généraux ont reçu l'Ordre de partir sans délai, & entr'autres le Marquis de Coigny, pour

pour aller assembler les Dragons vers Saint *Quentin*; le Marquis de Mezières, pour aller former un Corps de Cavalerie vers *Cambray*; & le Comte de Broglio, pour en former un autre dans l'*Artois*: après quoi on fera marcher plusieurs Détachemens en *Alsace*, si la Paix n'est pas signée par l'Empereur au commencement du mois prochain.

Voici les Conditions offertes & demandées par le Roi Très-Chrétien, pour la Paix à faire avec la Maison d'Autriche & l'Empire.

LE Roi promet & s'engage de faire la Paix avec la Maison d'Autriche aux Conditions spécifiées ci-après, pourvu qu'elles soient acceptées avant le premier de Juin prochain; après lequel terme Sa Majesté ne sera plus tenue à aucun engagement.

Le Roi reconnoitra dans l'Empire, après la signature de la Paix, tous les Titres qu'il n'a pas encore reconnus, nommément le Duc de Hanover en qualité d'Electeur, avec les Droits & Prerogatives attachées à cette Dignité.

Le Traité conclu à Ryfswik, au
Bb 6 mois

mois d'Octobre 1697. sera rétabli, & le Rhin servira de Barrière entre la France & l'Empire : Ainsi le Roi gardera tout ce que Sa Majesté possède actuellement en deçà de ce Fleuve, & rendra ou fera démolir les Places qui lui appartiennent au delà, ou dans le cours du Rhin.

Elle remettra à la Maison d'Autriche, la Ville du Vieux Brisac, avec toutes les Dépendances situées à la Droite du Rhin ; Sa Majesté conservant celles qui sont à la Gauche, entr'autres le Fort appelé le Mortier, le tout conformément à la Disposition faite par le Traité de Ryswik.

Sa Majesté remettra pareillement à la Maison d'Autriche & à l'Empire le Fort de Kell.

Quant aux autres Forteresses, construites au delà du Rhin, le Roi fera démolir l'Ouvrage à Corne bâti vis à vis de Hunningue, sur la Rive droite de ce Fleuve, de même qu'un autre Ouvrage à Corne, construit dans une Isle devant Hunningue.

Sa Majesté fera pareillement démolir sous Strasbourg le Fort du Rhin, situé dans une Isle à la droite du Pont de Strasbourg, en allant au Fort de Kell ; & le Fort de Tille, sur le Pont

Pont entre le Fort du Rhin & le Fort de Kell.

Le Fort Louis, qui est dans l'Isle du Rhin, sera rasé, aussi bien que l'Ouvrage à Corne fait dans l'Isle appelée du Marquisat, vis à vis ledit Fort, de même que quelques Redoutes, & quelques Retranchemens dans la même Isle.

Le Fort de Selingue, sur la Rivière de Stolhoven, situé au delà du Rhin, vis à vis le Fort Louis, sera démolé. Les Fortifications faites à Hombourg & à Birsich, seront pareillement rasées, suivant & conformément à l'Article 30. du Traité de Ryswik.

Landau demeurera à la Maison d'Autriche, dans l'état où cette Place est présentement.

Ladite Maison d'Autriche aura de plus le Royaume de Naples : Le Duché de Milan, à l'exception de tout ce qui a été cédé dudit Duché au Duc de Savoie, par le Traité conclu entre l'Empereur Leopold & ledit Duc, en l'Année 1703. nommé ment la Ville & le Pais de Vigevano, à moins que l'Equivalent n'ait été remis avant la conclusion de la Paix.

Les Etats & Places d'Italie, qui ne dépendent point du Royaume de Naples, ni du Duché de Milan, seront remis à ceux à qui ils appartiennent légitimement.

Les 4 Places appartenantes à l'Espagne sur la Côte de Toscane, du nombre desquelles est Porto-Longone, seront données à la Maison d'Autriche.

Les Pais Bas Espagnols, à l'exception de ce qui sera spécifié ci-dessous, apartiendront à la Maison d'Autriche, comme aussi les Places & Pais que le Roi cède; & le tout sera remis à ladite Maison, aux Conditions dont Elle conviendra avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.

Tout ce que la Prusse possède dans la Province de Gueldre, & les Bailliages de Kessel & de Krikenberg, avec leurs Dépendances, lui seront cédés.

Comme le Roi d'Espagne, en cédant les Pais-Bas à l'Electeur de Bavière, s'est réservé le Droit de choisir dans l'une des Provinces qui les composent, une Terre produisant trente mille Ecus de Revenu, pour l'élever en Principauté, en faveur de la Princesse des Ursins; cette même réserve aura lieu.

L'E.

L'Electeur de Cologne sera rétabli dans tous ses Etats, Bénéfices, Dignitez, Séances, Revenus, Meubles, Pierrières, & généralement dans tous les Biens & Prérogatives dont ce Prince a été privé pendant le cours de cette Guerre.

Le même rétablissement se fera en faveur de ses Officiers & Domestiques proscrits, & dont les Biens ont été confisquez, pour avoir suivi leur Maître.

Il pourra y avoir Garnison Hollandoise dans la Citadelle de Liège, & dans la Ville & Château de Huy. Les Fortifications de la Ville de Bonn seront rasées.

Le Diocèse & le Chapitre d'Hildesheim seront établis dans l'état où ils doivent être, conformément à la teneur des Traitez de Westphalie.

L'Electeur de Bavière sera rétabli généralement dans tous les Etats qu'il possédoit avant la présente Guerre, à l'exception du Haut-Palatinat, qui doit être laissé à l'Electeur Palatin, avec le Rang dans le Collège Electoral, qui y est attaché, pour en jouir, Lui & le Prince Charles de Neubourg, seulement pendant leur vie; & le Haut-Palatinat, avec le Rang

Rang dans le Collège Electoral, que l'Electeur de Bavière avoit devant la Guerre, reviendront à leur défaut, audit Electeur de Bavière, ou à ses Descendans : Cependant il sera créé en sa faveur un neuvième Electoral.

Le Royaume de Sardaigne sera donné à l'Electeur de Bavière, avec le Titre de Roi.

Ce Prince jouira en toute Souveraineté du Duché & de la Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroi, & de toutes leurs Dépendances, jusqu'à ce qu'il soit rétabli dans tous ses Etats, à l'exception du Haut-Palatinat, & mis en possession du Royaume de Sardaigne, & du Titre de Roi.

De plus, l'Electeur de Bavière demeurera en possession de la Souveraineté de la Ville & Duché de Luxembourg, & de leurs Dépendances, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé des Pertes qu'il a faites, par les infractions faites au Traité d'Ilbersheim ; & ce dédommagement sera réglé par des Arbitres désintéressés, dont la Reine de la Grande-Bretagne a accepté d'être une.

Cependant, les Etats Généraux met-

mettront Garnison, immédiatement après leur Paix faite avec le Roi, dans la Ville de Luxembourg, dans la Ville & Château de Namur, & dans la Ville de Charleroi.

Les Princes, Enfans de l'Electeur de Bavière, lui seront rendus, comme aussi l'Artillerie, les Meubles, Pierreries, & généralement tous les Effets enlevés à ce Prince.

Tous les Officiers, & Domestiques de l'Electeur de Bavière proscrits, & dont les Biens ont été confisqués pour avoir suivi leur Maître, seront rétablis, comme ceux de l'Electeur de Cologne.

Aussi-tôt que l'Electeur de Bavière aura été mis en possession du Royaume de Sardaigne & du Titre de Roi, & que tous ses Etats généralement, à l'exception du Haut-Palatinat, lui auront été restitués, il cédera la Souveraineté de Namur & de Charleroi, & de leurs Dépendances ; & lors qu'il aura été dédommagé des Pertes qu'il a souffertes, par les infractions faites au Traité d'Ilbersheim, il cédera aussi la Souveraineté du Duché de Luxembourg.

Il y aura une Amnistie générale pour tous les Espagnols, Italiens, ou autres,

autres, qui ont suivi l'un ou l'autre Parti, & leurs Biens leur seront restitués, tant en Espagne qu'en Italie.

Il sera donné une entière satisfaction au Duc de Saint Pierre, pour le paiement de toutes les avances qu'il a faites pour Sabionette, & des intérêts desdites avances; & tous ceux de ses Biens qui ont été confisqués ou retenus, lui seront généralement rendus, comme aussi les Revenus des mêmes Biens confisqués sans cause légitime. Fait à Utrecht le 11. d'Avr. 1713.

Signé, HUXELLES, MESNAGER.

Cet Ecrit s'accorde avec la Pièce donnée aux Soussignez, Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, par Messieurs les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, Signé par lesdits Ministres avant la Signature de la Paix, qui a été faite entre Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Sa Majesté le Roi Très-Chrétien. Et lesdits Ministres de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne ont remis cet Ecrit entre les mains de Messieurs les Ministres Plénipotentiai-

res

Mois de Mai, 1713. 585
res de Sa Majesté Impériale. A
Utrecht le 14. d'Avril 1713.

J. BRISTOL, C. P. S. STRAFFORD.

Quoi que les Traitez de Paix & de Commerce conclus le 11. de ce mois ne soient pas encore rendus publics, j'espère, Monsieur, de pouvoir vous les communiquer avant la fin de ce mois; cependant pour satisfaire à votre curiosité, je veux bien vous informer ici de plusieurs Articles très-importans, dont on parle déjà fort ouvertement parmi les Gens de Cour, en disant entr'autres choses, que par le Traité avec les Etats Généraux, qui doit être exécuté 15 jours après l'Echange des Ratifications, on rendra à la France la Ville & Citadelle de Lille, avec sa Châtellenie, Orchies, le Bourg de la Gorgue, &c. les Villes & Places d'Aire, Bethune, & Saint Venant, avec le Fort François, & toutes leurs Dépendances.

D'un autre côté, le Roi remettra aux Etats Généraux, pour la Maison d'Autriche, le Duché, la Ville & la Forteresse de Luxembourg; le Comté de Chin; le Comté, les Châteaux & les Villes de Namur, Charleroi, & Nieuport.

8a

Sa Majesté cède encore , en faveur de la Maison d'Autriche, son Droit sur *Furnes* , le *Furner-Am-bacht* , y compris 8 Paroisses, & le Fort de *Knocque*; les Villes de *Loo* & *Dixmude* , avec leurs Dépendances; *Ypres* avec sa Châtellenie , y compris *Rousselaar* , avec les autres Dépendances, savoir *Poperingen*, *War-neton* , *Commines* , *Warwick* , &c.

Sa Majesté cède aussi , en faveur de la Maison d'Autriche, le Droit qu'Elle a eu sur *Menin* , & sa Verge ; sur *Tournay* & le *Tournesis* , avec toutes leurs Dépendances , excepté *Saint Amant* , avec ses Dépendances, & *Mortagne* , sans Dépendance, qui retourneront à la France; mais on ne pourra faire aucunes Fortifications , ni Ecluses à *Mortagne*.

Le Roi a reçu favorablement les Remontrances des Magistrats, Bourgeois & Habitans de la Ville & Prevôté du *Quesnoy* , sur les Pertes considérables qu'ils ont souffertes dans les deux derniers Sièges. C'est pourquoi Sa Majesté a déchargé ces Magistrats des Droits d'Amortissement, dont ils sont redevables , en qualité d'Administrateurs des Biens & Revenus de l'Eglise : Elle les décharge aussi

aussi des Droits Domaniaux sur la Bière , du Vingtième Denier , des Feux & Cheminées , & de toutes Tailles sur les Bestiaux , pendant trois Années.

On a imprimé un grand nombre de Passeports à l'Imprimerie Royale, pour les Vaisseaux Hollandois ; & l'on dit que les Espèces d'Or & d'Argent commenceront à rabaisser le mois prochain , pour la facilité du Commerce.

Les Effets Royaux se sont déjà bonifiés , sur la nouvelle de la Paix, mais non pas autant qu'on l'avoit espéré , à cause qu'elle n'est pas Générale : Les Effets des Gabelles ont baissé de 40 à 30 pour cent de Perte : Les Effets pour Rente de 55 à 50 , & tous les autres à proportion , à la réserve des Nouvelles Assignations, qui n'ont eu que peu de variation.

On a publié une nouvelle Déclaration du Roi , par laquelle Sa Majesté proroge , jusqu'à la fin de la présente Année , le Délai porté par sa Déclaration du 16. Août 1712. pour la Conversion des Ordonnances, Billets & Lettres de Change, sur les Trésoriers Généraux de la Marine , des Exercices de l'Année

1704. & des suivantes jusqu'à 1709. comme aussi sur les Trésoriers des Galères, des Exercices de l'Année 1707. jusqu'à 1710. Voulant que les Officiers, & Employez dans la Marine, les fournissent, & que les autres Particuliers qui en sont Porteurs, soient tenus de les rapporter dans le restant du Courant de la présente Année, afin que les Emplois en soient faits à leur choix, & de la manière prescrite dans la Déclaration du 16. Août dernier; en conséquence de quoi lesdites Ordonnances, Billets & Lettres de Change, ne feront plus d'aucune Valeur à la fin de la présente Année.

On a publié depuis quelques jours l'Arrêt que le Parlement rendit le 24. du mois de Mars dernier, contenant un Desaveu du Provincial des *Jesuites*, & du Supérieur de la Maison Professe, de même que des Recteurs des autres Maisons qu'ils ont dans cette Ville de Paris; & ce Desaveu concerne l'Histoire de leur Société, faite par le Pere Jouvenci, de laquelle on sait que le Roi a voulu prendre connoissance, afin que tout fut concerté, & ménagé en faveur de ces Peres, avant qu'ils

qu'ils allaissent au Parlement.

On dit sur cela, que lors que le Pere Provincial lisoit ces mots du Desaveu, *que l'Autorité Suprême du Roi, ne dépend pour le Temporel, ni directement, ni indirectement, d'aucune autre Puissance qui soit sur la Terre, & n'a que Dieu au dessus d'Elle, &c.* Mr. le Premier Président l'interrompit, en lui demandant, s'il n'y avoit pas encore un mot; à quoi ce Provincial ayant répondu qu'il n'y avoit que DIEU, Mr. le Premier Président repliqua, que dans le Double de cet Ecrit qu'il avoit, il y avoit DIEU SEUL; que c'étoit une faute de leur Copiste, & qu'il falloit ajoûter ce mot par Renvoi, & le parafer en signant.

Par cet Arrêt, on défend l'Impression & la Vente du Livre du Pere Jouvenci, comme vous le verrez peut-être, Monsieur, si j'ai plus d'espace une autre fois pour l'insérer tout entier dans quelque une de mes Lettres, afin que vous soyez bien informé de cette Matière très-importante, qui fait beaucoup de bruit.

Le Roi a nommé à l'Evêché de *Niviers* l'ancien Evêque d'*Ypres*; à celui

celui de *Lavaur*, l'Abbé de *Malezien*; & à celui de *Saint Pons*, l'Abbé de *Crillon*. Sa Majesté disposa aussi, en même tems de onze Abbayes & de quelques autres Bénéfices vacans.

Le Prince dont Madame la Duchesse de Berry étoit accouchée avant terme, le 26. Mars dernier, & auquel le Roi avoit donné le Titre de Duc d'Alençon, mourut le 16. âgé de 21 jours. Le 17. son Corps fut porté à *Saint Denis*, & présenté par l'Evêque de *Seez*, premier Aumônier de Mr. le Duc de Berry, accompagné du Duc de Saint Aignan, premier Gentilhomme de la Chambre, & du Marquis de Pompadour, qui y fut envoyé par le Roi, avec 20 Pages. Le Cœur fut porté au *Val de Grace*.

Ce Monarque a fait l'honneur au Duc de Noailles, Capitaine de la première Compagnie des Gardes du Corps, de tenir sur les Fonds Baptismaux, avec Madame, le Comte d'Agen son Fils, dont la Duchesse de Noailles étoit accouchée le 21. Sa Majesté le nomma Louis, & la Cérémonie se fit par l'Evêque de Metz, premier Aumônier de Sa Majesté.

Le

Le Marquis de Sully, Lieutenant Général, vient de perdre un Procès considérable, qui duroit depuis plus de 100 Ans, pour des Biens qui sont en *Picardie*, & on dit que les Dépens de ce Procès montent presque à un Million de Livres.

Celui que le Chevalier de Saint George a eu avec les Anglois depuis sa Naissance, & dans lequel il ne s'agit pas moins que de tous les trois Royaumes des *Isles Britanniques*, n'étant pas encore terminé, puisqu'une partie des Anglois lui préparent en diverses manières le Chemin au Trône, quoi qu'il semble en être exclus par le Traité de Paix que la Reine de la Grande-Bretagne vient de ratifier, ce Prétendant a écrit une Lettre au Roi Très Chrétien touchant la Situation présente de leurs Affaires communes, exprimées dans cette même Lettre, dont voici une Copie, à laquelle on n'a point marqué de Datte.

SIRE,

De quels Termes dois-je me servir, pour marquer à Votre Majesté

Tome XLIII.

Cc

ma

ma Reconnoissance, avant que de quitter l'Asile que ses Soins Paternels m'ont accordé presque depuis que je suis au monde, & dont Elle ne me laisse pas sortir sans m'en procurer un autre plus convenable, pour la situation présente de ses Affaires & des miennes. Si les Paroles me manquent, mon Cœur en est pénétré, par le souvenir de vos Bienfaits & Bontez passées, auxquelles le soin qu'Elle veut bien prendre présentement de moi, & de tout ce qui me regarde, met le comble, & me rassure dans la triste situation où je suis, par la Confiance que j'ai dans une Générosité dont la durée la rend sans exemple, dans une Sagesse accoutumée à venir à bout des plus grands Desseins, & dans une Bonté laquelle ne s'est jamais lassée de répandre ses Bienfaits sur moi, & sur toute ma Famille. C'est avec toute l'Instance possible que j'en demande à Votre Majesté la continuation pour moi, & pour la Reine, la seule Personne qui me reste de ce qui m'étoit le plus cher, & qui mérite tout de moi, comme la meilleure de toutes les Mères; & qui ne me cède en rien dans les sentiments que j'ai pour Votre Majesté, lesquels

lesquels Elle m'a Elle-même inspirés dès mes plus tendres années. Il ne me reste plus, en assurant Votre Majesté de mes Vœux les plus ardens, & les plus sincères, pour son Bonheur & ses Prospérités, que de la conjurer d'être bien persuadée qu'Elle trouvera toujours en moi le Respect, l'Attachement, & si je l'ose dire, la Tendresse d'un Fils, une Volonté toujours prête, non seulement à suivre, mais à aller au devant de la sienne, en toutes choses, durant le tems de mon Exil; & si jamais on me voit rétabli dans mes Royaumes, un Allié fidèle, qui sera la Gloire & son Bonheur de concourir aux justes & grands Desseins d'un Roi qui fait l'Honneur de la Royauté.

Le Duc d'Osone, premier Plénipotentiaire d'Espagne, ayant pris congé du Roi, le 11. du mois dernier, partit le 12. pour se rendre à Urrecht, dans les Conférences de la Paix Générale, d'où l'on a reçu Avis depuis ce tems là, qu'il y étoit heureusement arrivé.

II. On a aussi après de Madrid que le Traité de Paix entre l'Angleterre & les deux Couronnes, fut

Cc 2

signé

signé le 25. du mois de Mars , par le Roi Philippe V. conjointement avec le Lord Lexington , & que le 25. ce même Lord dépêcha un Express à *Londres* , pour porter ce Traité à la Reine de la Grande-Bretagne.

Le Traité conclu entre l'Espagne & l'Angleterre , pour le Commerce des Nègres par les Anglois , doit avoir lieu pendant 30 Ans , à commencer le premier de ce mois. Il est sur le même pied qu'avec les François , excepté qu'on a ajouté que les Anglois pourront envoyer tous les Ans aux Indes Espagnoles un Vaisseau chargé de Marchandises , moyennant qu'ils payent une fois pour toujours un Million & demi , laissant au choix de la Reine de la Grande Bretagne de remettre *Gibraltar* à la Couronne d'Espagne , pour équivalent de cette Somme.

Le Roi Philippe ayant nommé le Duc de Popoli pour Capitaine Général de Catalogne , lui a donné Ordre de se mettre en marche le 5. de ce mois , avec une Armée de 15000 Fantassins & de 5000 Chevaux.

Il aura sous lui cinq Lieutenans Généraux , qui sont le Marquis de

Ceva

Ceva Grimaldi , le Marquis de Lede , le Chevalier de Croix , le Baron de Caprés , & Don Joseph d'Armen-darez ; & six Maréchaux de Camp , savoir , Don Feliciano de Bracamonte , Don Gabrieli Cano , Don Marcos d'Araciel , le Chevalier de Lede , le Comte de Mortemar , & Don Francisco Fernandez de Ribadeo.

Don Joseph Patino sera Intendant de cette Armée , pour la subsistance de laquelle on a préparé des Magasins fort avant dans la Catalogne.

On assure que le même Roi a donné le Gouvernement de *Tarragone* au Marquis de Caylus , celui de *Candone* au Comte d'Ersef , celui de *Gironne* à Don Tiberio Carassa , & le Commandement des Armées à *Barcelone* au Baron Caprés.

Le bruit court que les Catalans paroissent résolus à s'exposer aux plus grandes Extrémitez , plutôt que d'accepter l'Amnistie que Sa Majesté a fait publier , à l'Exclusion de leurs Privilèges.

Le Duc d'Uceda , les Comtes de la Corsana & de Galvez , le Marquis d'Alconchel , l'Archevêque de *Valence* & l'Evêque de *Barcelone* ,

Cc 3

sont

font exceptez de cette Amnistie.

Voici la Traduction du Decret que le Roi Philippe a fait publier contre ce dernier Evêque nommé au Cardinalat.

Comme la mauvaise Conduite de l'Evêque de Barcelone est préjudiciable à mon Service, & au Repos de mes Sujets, ayant manqué, ainsi qu'il est connu, depuis mon Avènement à ces Royaumes, à l'un & à l'autre, au Serment de Fidélité qu'il m'avoit prêté, & aux Devoirs auxquels il est engagé par Serment comme Sujet & Prélat, & ayant en même tems eu plusieurs Intelligences avec les Ennemis, en quoi il a montré visiblement son Infidélité, & par ces moyens illégitimes, il a depuis peu obtenu la Dignité de Cardinal, sur les Instances réitérées de l'Archiduc [ce sont les Termes de cette Patente] & à sa Nomination, sous l'injuste Titre de Roi Catholique d'Espagne : Et n'étant pas de l'Intérêt de ma Dignité Royale, de laisser passer sous silence mon juste ressentiment d'un Fait qui est si connu, & si contraire à la Majesté de ma Couronne, de même qu'à la Di-

gnité

gnité & à l'Honneur du Sacré Collège : A CES CAUSES, Je me trouve obligé d'enjoindre à mes Ministres qu'ils ayent à ne point reconnaître ledit Evêque de Barcelone pour Cardinal ; dont j'ai aussi fait donner Avis aux Conseils, afin qu'ils en soient informez, & qu'ils le prennent en considération, en ce qui les regarde ; & j'ai donné Ordre de faire part de cette Résolution au Roi Très-Christien mon Ayeul, & de le prier d'ordonner la même chose à ses Cardinaux & Ministres, dans les Lieux où ils se trouveront. Donné à Madrid le 24. Mars 1713.

Sa Majesté a formé un Conseil pour examiner les Différens de cette Cour d'Espagne avec celle de Rome, & les moyens qui peuvent être employez pour les terminer.

Il est composé du Cardinal del Giudice, Président ; du Pere Robinet, Confesseur du Roi ; du Pere Blanco, Dominicain ; du Grand Vicaire de Madrid ; du Curé de la Paroisse de Saint André, & de Don Miguel Francisco Guerra ; de Don Francisco d'Arena, & de Don Garcia d'Araciél, tous trois du Conseil Royal.

Cc 4

On

On écrit de *Cadix*, qu'on y avoit eu Avis que les Vaisseaux qui en étoient partis à la fin de Décembre 1711. pour la Rivière de la *Plata*, étoient heureusement arrivez à *Buenos Ayres* le 20. Mars 1712. & que la Flôte de la *Nouvelle Espagne*, partie de la *Vera Cruz* le 19. Janvier dernier, est entrée dans *Cadix* le 1. du mois passé, avec 6 Vaisseaux richement chargez, sur l'un desquels le Duc d'Albuquerque, Viceroy de la *Nouvelle Espagne* est revenu.

On assure qu'un Bâtiment arrivé des Isles de l'Amérique, a apporté des Avis que le Capitaine Cassard s'est emparé de l'Isle de *Curasau*, appartenante aux Hollandois ; mais cela mérite confirmation.

Mr. le Comte de Bonac Ambassadeur de France à *Madrid*, doit aller à *Constantinople* relever Mr. Des-Aleux qui demande de revenir en France, à cause de ses Incommoditez.

Les autres Affaires qui concernent ce Royaume & celui d'Espagne, ne peuvent pas entrer dans cette Lettre sans la rendre d'une longueur excessive ; c'est pourquoi je me trouve obligé de la finir, en vous disant seulement, pour conclusion de

tout

tout ce qui s'y passe de plus important, que Sa Majesté Très Chrétienne a paru fort contente du Sermon que le Pere. Quinquet, Théatin, prononça le jour de Pâques, sur la Paix, dont j'espère, Monsieur, de vous communiquer bien-tôt le Traité. Cependant, je suis vôtre Serveur, &c.

L E T T R E V.

Affaires de la Grande-Bretagne.

Londres.

M O N S I E U R,

I. Le Traité de Paix que Sa Majesté Britannique attendoit depuis long-tems, entre les Plénipotentiaires de France & ceux d'Angleterre, de Portugal, de Prusse, des Provinces-Unies & de Savoye, ayant été signé à *Utrecht*, le 11. du mois dernier, Mr. de Saint Jean, Secrétaire de l'Ambassade de Sa Majesté Britannique dans le Congrès de cette Ville, lui apporta la Nouvelle & les Articles de cette Paix le 14. à deux heures après midi, & le Parlement

lement s'étant assemblé le 20. du même mois, la Reine s'y fit porter en Chaise, & se rendit à la Chambre des Pairs, où Sa Majesté fit la Harangue suivante aux deux Chambres.

MILORDS ET MESSIEURS,

Je finis la dernière Séance en vous remerciant des assurances solennelles que vous m'aviez données, par le moyen desquelles je me suis trouvée en état de surmonter les Difficultés qu'on avoit concertées pour empêcher la Paix Générale.

J'ai différé l'ouverture de la Séance jusqu'à présent, desirant de vous communiquer à votre première Assemblée le Succès de cette importante Affaire; c'est donc avec un grand plaisir que je vous dis que la Paix est signée, & que dans peu de jours les Ratifications en seront échangées.

La Négociation a tiré en si grande longueur que tous nos Alliez ont eu suffisamment du tems pour ajuster leurs différens Intérêts, quoi que les Dépenses publiques aient été par ce moyen augmentées; Cependant j'espère que mes Peuples les supporteront aisément, d'autant que nous avons heureusement obtenu à la fin ce que nous nous étions proposé.

Cc

Mois de Mai, 1713.

601

Ce que j'ai fait pour la Sûreté de la Succession Protestante, & la parfaite Amitié qu'il y a entre Moi & la Maison d'Hanover, peut convaincre ceux qui nous souhaitent du bien, & qui desireront le Repos & la Sûreté de leur País, combien sont inutiles les Attentats qu'on a faits pour nous diviser, & que ceux qui voudroient se faire un mérite de séparer nos Intérêts, ne parviendront pas à leurs mauvaises Fins.

Messieurs de la Chambre des Communes;

On a fait un aussi grand Progrès pour diminuer les Dépenses publiques, que les Circonstances des Affaires l'ont pu permettre.

Je laisse entièrement à mon Parlement de voir quelles Forces seront nécessaires pour assurer notre Commerce par Mer, & pour les Gardes & Garnisons. Mettez-vous vous-mêmes en Sûreté & j'en serai satisfait.

Après la Protection de la Divine Providence, Je me repose sur la Fidélité & Affection de mon Peuple.

Je n'ai besoin d'autre Garant. Je recommande à vos Soins ces braves Gens qui ont bien servi & par Mer & par Terre durant cette Guerre, & qui ne peuvent être employés en tems de Paix.

Il faut que je vous demande de pour-

Cc 6

VOIR

voir aux Subsidies que vous jugerez nécessaires, & d'y apporter toute la diligence qu'il faudra pour vôtre Commodité & pour le Service public.

Milords & Messieurs,

Les grands Avantages que j'ai obtenus pour mes Sujets, ont causé beaucoup d'Opposition & de longs delais à cette Paix.

Ce m'est une grande Satisfaction qu'il sera au pouvoir de mon Peuple, de réparer par degrez ce qu'ils ont souffert durant une si longue & onéreuse Guerre.

Il vaut bien la peine que vous employiez vos Soins à rendre nôtre Commerce dans le Pais Etranger, aussi aisé que le peut permettre le Crédit de la Nation, & à prendre la Méthode la plus propre, & à avancer & encourager nôtre Commerce & nos Manufactures au dedans, & en particulier la Pêche, qu'on peut pousser pour employer tous nos Gens inutiles, ce qui sera d'un grand Avantage même aux Endroits les plus éloignez de ce Royaume.

On mit devant vous la dernière Séance plusieurs Choses, que le poids & la multiplicité des Affaires ne permirent pas de finir; j'espère que vous prendrez un tems propre à y donner toute la Considération qu'elles méritent.

Je ne saurois pourtant m'empêcher de vous

vous dire expressement, le déplaisir que j'ai de la Licence, sans exemple, qu'on prend à publier des Libelles séditieux & scandaleux.

L'Impunité de telles Pratiques a encouragé le Blasphème de toutes les Choses Sacrées, & a répandu des Opinions tendantes à la destruction de toutes sortes de Religions & de Gouvernemens.

On a ordonné d'en faire des Poursuites; mais cela demande de nouvelles Loix, pour arrêter ce Mal naissant, & vos plus grands Efforts, chacun dans son Poste, pour le décourager.

La Coutume impie des Duels, demande qu'on y apporte un Remède prompt & efficace.

Présentement que nous sommes en Paix au dehors; Je vous conjure de faire vos derniers Efforts pour calmer les Esprits au dedans, afin de pouvoir cultiver les Arts pacifiques.

Qu'aucune Jalousie mal fondée, formée par une Faction, & fomentée par la Rage des Partis, ne puisse effectuer ce que nos Ennemis n'ont pû faire.

Je prie Dieu qu'il dirige toutes vos Délivrations pour sa Gloire, & pour le Bien de mon Peuple.

Voici l'Adresse que les Seigneurs protestèrent Samedi (22. d'Avril) à la Reine.

TRES-GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous les très humbles & très-fidèles Sujets, les Seigneurs Spirituels & Temporels assemblez en Parlement, rendons avec une très-grande Joye & Satisfaction, nos très-humbles remerciemens à Votre Majesté de sa gracieuse Harangue, qu'Elle a prononcée sur le Thrône, & d'avoir communiqué à votre Parlement qu'il y a une Paix conclüe, par laquelle nous espérons, avec la bénédiction de Dieu, que votre Peuple se remettra dans peu d'Années d'une Guerre si longue & si onéreuse, & Nous félicitons aussi Votre Majesté du Succès de vos Efforts pour une Paix Générale.

Nous n'avons jamais eu le moindre doute, que Votre Majesté, qui est le grand Support & l'Ornement de la Religion Protestante, ne continué à prendre, comme Nous avons toujours fait, les Mesures les plus prudentes pour assurer la Succession Protestante, pour lequel effet rien ne sauroit être plus nécessaire que la parfaite Amitié qu'il y a entre Votre Majesté & la Maison d'*Hanover*.

Et

Et Nous assurons humblement Votre Majesté, que comme vous déclarez que c'est sur le Devoir & l'Affection de votre Peuple, après Dieu, que vous vous reposez, Nous nous croyons obligez par les Liens les plus étroits de Religion, de Fidélité & de Reconnoissance, de rendre à Votre Majesté tous les Devoirs que peuvent rendre les obéissans Sujets de la Souveraine la plus indulgente.

Voici la Réponse de la Reine.

MILORDS,

Je vous remercie de bon Cœur de cette Adresse, & soyez assurez que je prens une particulière Satisfaction, que vous exprimiez si obligamment la Confiance que vous avez en Moi.

Voici l'Adresse des Communes présentée le même jour (22. d'Avril) à la Reine.

TRES-GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous les Très-humbles & fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes de la Grande-Bretagne assemblees en Parlement, demandons très humblement la per-

permission d'approcher votre Personne Royale ; pour témoigner nôtre Reconnoissance unanime de tous les Bienfaits dont Nous jouissons sous l'heureux Règne de Votre Majesté.

Les grands & nombreux Succès qui ont accompagné les Armes de Votre Majesté, n'avoient laissé rien à souhaiter qu'une Paix, telle qu'elle pouvoit être conduite par vos Conseils ; que nous avons à présent le Bonheur de voir accomplir, & comme nous sommes véritablement sensibles aux Intentions favorables & généreuses de Votre Majesté, en entreprenant ce grand Ouvrage ; aussi avons-nous toutes sortes de raisons d'admirer votre Fermeté à l'exécuter, & à surmonter tant de Difficultez formées pour l'empêcher ; & c'est avec la dernière Satisfaction que nous félicitons Votre Majesté de l'heureuse Conclusion de ce Traité, car Nous sommes tellement convaincus des tendres Regards que Votre Majesté a pour le Bien public, & les diverses Marques que vous avez données de votre Sagesse, nous ont appris à nous y reposer si parfaitement, que nous ne saurions douter que Votre Majesté n'ait procuré toute la Satisfaction raisonnable à vos Alliez, établi les Intérêts de vos propres Royaumes, d'une manière à Nous mettre non seulement en sûreté à l'avenir, mais aussi à nous rendre un Peuple florissant & heureux.

Vôtre

Votre Majesté ne sauroit donner de plus grandes marques du Soins qu'Elle prend de la Postérité, que par l'Affectiou qu'Elle témoigne pour la Succession Protestante dans la Maison d'Hanover, dont dépend si fort le Bonheur futur de ce Royaume, Nous espérons & Nous nous confions que rien ne sera jamais capable d'interrompre l'Amitié entre Votre Majesté & cette Illustre Famille, puis que les méchans Desseins de ceux qui voudroient tâcher de séparer les Intérêts, doivent être trop manifestes pour jamais réussir.

Vos fidèles Communes ne sauroient jamais assez exprimer les Sentimens de gratitude qu'ils ont de toutes les gracieuses Assurances contenues dans la Harangue de Votre Majesté ; & après ce qu'a fait Votre Majesté pour soulager vos Sujets du pesant Fardeau qu'ils ont porté, & après votre Bonté sans égale à ne leur rien demander à l'avenir que ce qu'ils jugeront eux-mêmes à propos pour leur propre Sécurité : Ils ne sauroient mieux le reconnoître que par une prompte Condescendance pour tout ce qu'il vous a plu leur recommander, & ils ne manqueront pas de travailler avec une très grande allégresse aux Subsidés nécessaires pour le Service de cette Année ; les Condescendances répétées de Votre Majesté doivent, de la plus forte manière, engager les Cœurs & l'Affectiou de

de tous vos Sujets à Votre Majesté, & Nous sommes assurez que Nous ne saurions les représenter plus véritablement, qu'en contribuant de tous nos Efforts à rendre Votre Règne aussi prospère, glorieux & aisé à Vous même, qu'il est avantageux & honorable à Votre Peuple.

Mr. l'Orateur fit le 24. Avril raport de la Réponse de Sa Majesté à cette Adresse, laquelle fut conçue en ces Termes :

MESSIEURS,

Cette Adresse ne peut que m'être fort agréable, puis qu'elle vient de mes fidèles Communes, & que c'est une continuation d'expressions de Devoir & d'Affection, que vous avez fait voir pendant tout ce Parlement.

Les Lettres de Londres du 21. & du 25. d'Avril disent, que le 18. au Soir il se tint un grand Conseil au Palais de *Saint James*, dans lequel la Reine déclara le Seigneur Garde des Seaux, Grand Chancelier de la *Grande-Bretagne*, auquel, on prétend que Sa Majesté a donné une Pension de 4000 Liv. St. dont il ne jouira que lors qu'il sera hors de cette Charge. Le Marquis de Car-

marthen,

mathen, & le Duc d'Athol prêtèrent dans le même Conseil les Sermens accoutumés; le premier pour la Charge de Lieutenant Gouverneur d'*Est-Riding*, de la Province d'*Tork*, & de la Ville de *Kingston* sur *Hull*, & l'autre, l'ayant fait comme Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, y prit Séance. Le Sieur James Cardonel, Frere du Sieur Adam Cardonel, Secrétaire du Duc de Marlborough, a été démis de sa Charge de Commissaire du Bureau des Droits sur le Sel; & le Sieur Martin Killegrew a été mis à sa Place. Les Actions de la Banque baissèrent le 21. à 124. celles de la Compagnie des *Indes* à 124. celles de la Mer du *Sud* à 89 & un quart, & celles d'*Afrique* à 51. Le 21. on fit la Proposition dans la Chambre des Seigneurs de présenter une Adresse de Remercement à la Reine de sa Harangue; mais le Parti opposé se récria fort contre, disant que Sa Majesté n'ayant point spécifié les Articles du Traité de Pais, on ne pouvoit pas la remercier qu'on n'eût vu & examiné ce qu'il contient, & proposa s'il ne seroit pas à propos de présenter auparavant une Adresse

à Sa Majesté pour la prier de faire remettre devant la Chambre Copié dudit Traité ; mais le Parti de la Cour soutint que ce seroit entreprendre contre la Prerogative de Sa Majesté, que de lui demander ce Traité pour l'examiner ; Sa Majesté étant en droit de faire la Paix sans la participation de son Parlement. Sur cela il y eut un fort grand Débat, & on fit plusieurs Harangues de part & d'autre ; mais enfin la Question ayant été faite, si on présenteroit cette Adresse à Sa Majesté ou non, la Négative l'emporta de 75 Voix contre 45. Le 22. Mr. le Chancelier de l'Echiquier raporta à la Chambre qu'il avoit présenté l'Adresse, par rapport à la disposition des Sommes accordées pour le Service des Années 1711. & 1712. que Sa Majesté avoit répondu qu'Elle donneroit ses Ordres pour faire remettre les Comptes devant la Chambre, & ordonna ensuite de dresser un Projet d'Acte pour défendre les Combats des Gladiateurs, & les Duels, & résolut de présenter une Adresse à Sa Majesté, pour la prier de communiquer à la Chambre les Traitez de Paix & de Commerce entre Sa Majesté.

Majesté & les Couronnes de France & d'Espagne. Et on ordonna qu'Elle seroit présentée par un des Membres qui le sont aussi du Conseil de Sa Majesté.

Le 24. au matin, la Reine ratifia les Traitez de Paix & de Commerce, qui furent ensuite scellés du Grand Seau de la Grande-Bretagne, & le 25. Mr. de St. Jean, Secrétaire de l'Ambassade fut dépêché pour aller porter à Utrecht ces Traitez ratifiés.

On assure que S. M. a fait présent de 1000. Gainées à ce Secrétaire, en considération de ce qu'il a été le Porteur de ces Traitez ; & que le Roi Philippe a gratifié l'Abbé Gautier d'une Pension de 750. Pistoles par An, en Récompense des Services qu'il a rendus aux Couronnes de France & d'Espagne en ce Pais.

Le même jour Mr. le Chancelier raporta à la Chambre des Communes, que leur Adresse concernant les Traitez de Paix & de Commerce, ayant été présentée à la Reine, Sa Majesté répondit qu'Elle prétend de communiquer à son Parlement, dès qu'il sera possible, les

les Traitez que la Chambre desire.

Le 26. on fit Rapport à la Chambre-Basse de la Résolution prise le Lundi précédent d'accorder un Subside à S. M. & elle fut unanimement approuvée.

On résolut ensuite de travailler le 28. à régler les sommes nécessaires pour le Service de cette Année, & de présenter une Adresse à S. M. pour la prier de faire communiquer à la Chambre les Etats ou Comptes suivans.

- I. Des Vaisseaux de Guerre qui sont présentement employez, & du nombre de leurs Equipages.
- II. De la Marine en général.
- III. Des Vaisseaux qui ont été desarmez & payez depuis le 5. Janvier 1711.
- IV. De la dépense de la Marine pour l'Année 1713.
- V. Des Dettes de la Marine jusqu'au 12. Janvier 1713.
- VI. Des Forces de Terre à la Solde de S. M., & des endroits où elles sont employées.
- VII. Des Troupes au service de S. M. qui ont été congédiées depuis le 5. Janvier 1712., & du tems auquel elles ont été licenciées.
- VIII. Des Forces qui étoient sur pied en Ecosse pen-

R1191

dant la dernière Paix. IX. Des Dettes de l'Armée jusqu'au 5. Avril 1713. X. Jusqu'à quel tems les Troupes qui étoient à la Solde de la Grande-Bretagne ont été payées, & quels Subsidies ont été payez aux Princes étrangers pour l'Année 1712. XI. Et de ce qui sera dû à la Compagnie du Sud pour l'intérêt du Fonds, pendant l'Année 1713., au delà du produit d'un Shelling par Boisseau de Sel.

Après quoi Mr. Bridges, Payeur Général des Armées de S. M. dans les Pais étrangers, présenta un Compte de la paye ordinaire des Troupes étrangères au Service de S. M. au Pais-Bas, qui n'obéirent pas aux Ordres du Général de S. M., & de la proportion des Subsidies payables à divers Princes jusqu'au 1. Juin 1712., depuis lequel tems on en avoit arrêté le payement par Ordre de S. M., signifié par le Vicomte de Bulingbroke.

Le 27. les Communes reçurent le rapport des Commissaires des Comtes publics, & ordonnèrent de présenter un Bil pour continuer l'Acte qui établit lesdits Commissaires. Le Chevalier Leake présenta

614 *Lettres Historiques.*
fenta ensuite un Etat des Vaisseaux
Garde-Côtes, & de ceux qui ont
servi de Convoi pendant l'Année
1712. Le Chancelier de l'Echi-
quier fit savoir à la Chambre, que
la Reine avoit donné ses ordres
pour lui faire communiquer les E-
tats qu'Elle avoit demandez. Les
Seigneurs s'assemblèrent le même
jour, mais ils ne travaillèrent qu'à
des affaires particulières.

Le 28. on a remis à la Chambre-
Basse tous les Etats qu'elle avoit
demandez à la Reine. Après quoi
on a ordonné au Grand Comité
qui les doit examiner, de régler
le nombre des Vaisseaux nécessaires
pour le service de cette Année.
La Chambre s'étant ensuite formée
en grand Comité, a travaillé au
Subside, & a résolu d'accorder à
S. M. la somme de 540321. livres
sterling, pour rendre complete la
somme de 576279. livres sterling,
destinée au payement des Intérêts
du Fonds de la Compagnie du Sud
pour cette Année. Il ne s'est rien
passé de considérable à la Cham-
bre-Haute.

Deux jours auparavant le Lord
Maire, accompagné des Alder-
mans

Mois de Mai, 1713. 615
mans ou Echevins, & du Conseil
de cette Ville, présenta à la Reine
l'Adresse suivante.

M A D A M E,

*Votre très humble & très fidelle
Ville de Londres prend la liberté de
féliciter Votre Majesté sur la résis-
tance de vos Efforts, ferme Résolution,
& sages Conseils, qui ont enfin pro-
curé une Paix honorable, laquelle
est la plus grande gloire de votre Ré-
gne, & le plus grand bien que vo-
tre Peuple pouvoit souhaiter.*

*Les Avantages que vous avez ob-
tenus pour vos Sujets, & les sages
mesures que vous avez prises pour
assurer & faire fleurir notre Com-
merce, nous touchent d'une manie-
re particulière.*

*Votre soin pour la Religion & la
Succession Protestante, demande nos
plus sincères remerciemens; & nous
avons toute la reconnaissance possible
de l'attention généreuse que vous avez
pour le bien de notre Postérité, après
que vous nous avez rendus parfaite-
ment heureux. Mais nous ne sau-
rions assez fortement marquer notre
Tome XLIII. Dd in-*

indignation contre ceux qui ont si long tems traversé notre félicité, & dont les efforts pour se faire un mérite, en séparant les Intérêts de V. M. de ceux de l'Illustre Maison de Hanover, ne sont ni moins lâches, ni moins pleins de trahison, pour être vains & sans effet.

V. M. s'attache avec tant de dévouement, à procurer le soulagement & le bien de ses Sujets, que la fidélité la plus sincère, & l'affection la plus constante n'y répondroient que foiblement, si V. M. ne nous assurait qu'Elle n'a besoin d'aucune autre Garantie, après la Providence Divine.

Nous tâcherons dans nos différens Emplois, de tranquilliser les Esprits, de cultiver les Arts de la Paix, & d'éteindre les Jalousies mal fondées, & la fureur de Faction & d'Esprit de Parti. & de réprimer toutes sortes de mauvaises pratiques secrètes ou ouvertes: afin que V. M. puisse passer les longs jours, que nous espérons que le Ciel vous réserve, en repos & avec gloire.

Réponse de la Reine.

MESSIEURS,

Je vous remercie de tout mon cœur de cette Adresse, & je suis bien aise que Dieu ait béni mes sincères intentions, d'assurer la Religion, & d'étendre notre Commerce, dont ma bonne Ville de Londres retirera un si grand avantage.

Après cela, le Lord Maire, & les autres Commissaires de la Milice de cette Ville présentèrent une autre Adresse sur le même sujet, à laquelle S. M. fit la Réponse suivante.

MESSIEURS,

Votre Adresse m'est très agréable, & je vous en remercie. Je n'ai rien en vû que la sûreté & le bien de mon Peuple, & ce m'est une grande satisfaction de voir réussir mes Efforts pour l'avantage des Sujets aussi fidèles & aussi affectionnez.

Ré-

Dd 2

Le

Le Docteur Sacheverel, dont l'Interdiction finit le 5. du Mois dernier, fit quatre jours après, son premier Sermon dans une Eglise du Fauxbourg de Southwark, en présence d'une foule innombrable de Peuple.

Il prêcha sur ces Paroles de St. Luc, Chap. xxiii. v. 34. *Père, pardonne leur, car ils ne savent ce qu'ils font.*

Un Libraire de cette Ville lui a donné 100. Guinées pour la Copie de ce Sermon, qui paroît déjà imprimé en Anglois; & la Reine a gratifié, depuis ce tems-là, ce même Docteur, du Bénéfice de *Saint André Holborn*, qui vaut plus de 800. livres sterling de Revenu Annuel.

Quelques jours après, un autre Ministre Anglois prêchant dans une Eglise de la Ruë de la *Tamise*, dit d'un Ton Optatif, *Que Dieu damne tous les Presbyteriens, les Non-conformistes, & ceux de l'Eglise de Geneve, parce qu'ils ne sont pas Chrétiens, & qu'ils méritent d'être détruits.*

Ce Langage qui est conforme à celui pour lequel le Docteur Sacheverel

cheverel avoit été interdit, scandalisa les Auditeurs de ce Ministre, dont plusieurs sortirent avant la fin du Sermon, & quelques-uns en ont fait leurs Plaintes à l'Evêque de cette Ville, dans l'espérance qu'il censurera ce Prédicateur.

Les Aversaires du Docteur Sacheverel continuent aussi à critiquer son dernier Sermon, & ont publié un nouvel Ecrit là-dessus intitulé, *Adresse très humble des fideles Torris & Jacobites, au Libérateur de l'Eglise Anglicane*, &c. présentée le 22. d'Avril, &c.

Mr. le Marquis de Rochegude s'étant rendu à la Cour le mois dernier, pour présenter à la Reine les Lettres de Recommandation dont il étoit chargé, de la part des Princes Protestans, pour les Intérêts des Réfugiez chez eux, sortis de France, Sa Majesté lui donna une Audience très favorable, après laquelle il remit le Mémoire suivant au Duc de Buckingham, Président du Conseil de S. M. B.

JE croirois manquer au respect que je dois aux Puissances qui m'ont chargé de Lettres pour

la Reine, en faveur des Confesseurs dans les Prisons & sur les Galères de France, si je ne faisois voir que l'on veut injustement faire passer pour Criminels & Scélérats, ceux-là même que ces Puissances nomment leurs Frères, de bons & loüables Chrétiens, en un mot Confesseurs de la Foi.

Tout le monde sait que la Persecution contre les Protestans de France, a donné lieu aux Bannissemens, aux Prisons, aux Galères, aux Tortures, & aux plus grands Tourmens que l'on ait jamais inventez. Faut-il des preuves là-dessus? Plus de 200. mille Témoins dehors & dans le Royaume, rendent témoignage à cette vérité. Qu'on demande aux Protestans réfugiés, pour qu'ils ont quitté leur Patrie, Biens, Emplois & Parens? C'est, diront-ils, pour éviter la Persecution, pour obéir à Dieu, qui commande: Si l'on vous persécute en un lieu, fuyez dans un autre. Voilà les Crimes des Confesseurs. Les uns ont été arrêtez en fuyant, les autres pour avoir prié Dieu ensemble; quelques-uns pour avoir été à Orange entendre prêcher la Parole de Dieu,

d'au-

d'autres pour avoir servi de Guides à ceux qui sortoient du Royaume; tous enfin pour la seule cause de Religion, comme on le voit dans la Liste générale. Cela se voit encore mieux par leur persévérance à souffrir depuis plus de 25. ans dans les Cachots & dans les Galères, plutôt que d'abjurer la Religion, comme on les y sollicite tous les jours, en leur promettant Liberté, Biens, Honneurs, & la puissante Protection du Roi. Promet-on de si grands avantages à des Scélérats? Ne seroit-ce pas autoriser le Scélératisme? Mais voici le comble de l'injustice: Ne pouvant les corrompre par Promesses, ni par Tourmens, on veut ternir leur mémoire, en les faisant passer pour Criminels, sous ce vain prétexte de Contravention aux Ordres du Roi, qui veut que tout le monde aille à la Messe. Il y a donc bien des Criminels sur ce pied-là: Je le sais, comme bien d'autres que le Roi a fait croupir pendant quelques Années dans les Prisons & dans les Cachots, & qu'il a mis enfin en liberté, de son propre mouvement, ou plutôt par la disposition supérieure du Roi des Rois.

Dd 4

qui

qui tient en sa main le cœur des Rois, & qui les encline comme il lui plaît. Il n'a pas fait la même grâce à bien d'autres, qui ont succombé sous le poids de la tentation, qui gémissent dans ce Royaume-là sous l'oppression du Papisme : Ceux-là témoignent encore contre l'injustice, & contre la violence qu'on leur fait. Ils demandent de professer leur Religion, ou de sortir du Royaume : Est-il rien de plus juste ? Est-il rien qui doive intéresser davantage les Puissances Protestantes qui sont sensibles aux maux de l'Eglise souffrante ? La liberté des premiers seroit imparfaite, si l'on ne délivre ceux-ci : Sans cela, les Galères seront toujours remplies de Réformez, sous prétexte de Contravention. Voici la Contravention : N'aller point à la Messe, empêcher ses Enfans d'y aller, les refuser à un Prêtre pour les baptiser & pour les instruire, vouloir en servir Dieu selon les mouvemens de sa Conscience ; en voilà assez pour mériter Prisons & Galères ; c'est une Rebellion. Autrefois c'étoit opiniâtreté, obstination : Aujourd'hui c'est un soulèvement, un crime de Lèse Majesté. C'étoit le crime

crime des premiers Chrétiens, de Jésus Christ lui même ; on l'accusoit d'être contraire au Roi, aux Loix, à l'Etat. Heureuse conformité ! C'est aussi plus particulièrement le crime des gens des Cévennes, condamnez aux Galères. On sait que s'ils ont pris les Armes, c'est pour se défendre d'aller à la Messe : Ils ont été approuvez là-dessus, encouragés & appuyés ; & en cela ils méritent encore mieux que l'on s'intéresse pour eux. Les Puissances Protestantes demandent unanimement leur liberté. Sa Majesté n'a point fait de différence entr'eux : Elle s'intéresse également pour tous les Confesseurs, & nous espérons qu'Elle voudra bien procurer leur liberté, & celle d'une infinité de pauvres Ames gémissant sous le joug du Papisme, qui sont, comme nous, des vœux ardens pour la Prospérité de Sa Majesté, pour le bien de ses Royaumes, & pour la conservation de sa Personne Sacrée.

Signé,

ROCHEGUDE.

On assure que la Reine a eu la bonté de dire à ce Marquis, qu'Elle étoit fort touchée de l'Etat de la

Dd 5.

Re-

Religion Protestante en France ; qu'Elle avoit obtenu l'Elargissement de ceux qui étoient dans les Fers & sur les Galères , & qu'Elle espéroit de leur procurer quelqu'autre Douceur.

L'Auteur du *Flying-Post* a réfuté d'une manière très forte les Invectives de l'Auteur de l'*Examiner* contre lesdits Protestans ; en faisant voir entr'autres choses , que bien loin que l'Ancien Ministre ait négligé les Intérêts de la Religion Protestante , comme ce dernier Auteur l'avance , il est aisé de prouver au contraire , par plusieurs Pièces Autentiques , que le feu Roi Guillaume III. au Traité de Ryswick , & la Reine au tems des Conférences de Geertruydenberg , avoient donné des Instructions expresses à leurs Ministres , d'appuyer fortement les Intérêts desdits Protestans.

Mr. Lawes-Emanuel , Professeur dans l'Université de Cambridge , a proposé plusieurs Questions dans le Collège de la Trinité de cette Ville-là , & entr'autres les quatre suivantes , auxquelles j'ai ajouté l'Explication qu'on donne à chaque en particulier.

I.

I. Si les Israélites qui adoroient le Veau d'Or , comme leur Dieu de fait , n'étoient pas obligés en Conscience de retourner à leur vrai Dieu de Droit ? Explication. Si les Anglois qui ont reconnu la Reine pour leur Souveraine de fait , ne sont pas obligés en Conscience de retourner sous l'Obéissance du Roi Jacques , leur véritable Souverain de Droit ?

II. Si l'on peut dire que le Soleil abandonne la Terre , quand ses Rayons sont interceptés par l'Interposition de la Lune ? Explication. Si l'on peut dire que le Roi Jacques a abdiqué ses Etats , lors qu'il a été obligé de les abandonner par la Force ?

III. Qui souffre le plus par cette Interposition , ou le Soleil , ou la Terre ? Explication. Qui souffre le plus par cette Interruption de Règne , ou le Roi Jacques , ou les Peuples d'Angleterre ?

IV. Si les Sermens qui ont souvent passé comme un rien , dans le dernier Siècle , doivent avoir plus de Force dans celui-ci ? Explication. Si les Sermens faits sous le Règne précédent ont été violés sans scrupule , pourquoy auroient ils plus de Force sous celui-ci ?

D d 6

Mr.

Mr. Laws proposa plusieurs autres Questions, qui doivent être imprimées, à ce qu'on dit; mais le Ministère en paroît si irrité, qu'on croit que ce Professeur pourroit bien être poursuivi sur cela, d'autant plus que les quatre Questions dont je viens de parler, ont déjà été rendues publiques dans une Lettre qui fut insérée dans le *Flying Post* le 15. du mois dernier.

Il paroît aussi en cette Ville de Londres, un Sermon Anglois entièrement contraire aux susdites Propositions, avec ce Titre Latin, *Nolumus Hinc Regnare Super Nos: Nous ne voulons pas que Celui-ci Règne sur Nous.* L'Auteur est un Whigh outré, qui traite fort mal tous ceux qui favorisent le Parti, ou les Deseins du Prétendant.

Il paroît souvent de nouveaux Ecrits en sa Faveur; c'est pourquoy le Sieur Baker Libraire, fut arrêté le 21. du mois dernier, par Ordre du Lord Chef de Justice, pour avoir imprimé & débité les 4. Brochures suivantes. I. *Raisons contre la Succession dans la Maison d'Harvort*, &c. II. *Que sera-t-on si le Prétendant vient*, &c. III. *Réponse*

à la

à la Question, Si la Reine vient à mourir, IV. *Jus Sacrum*, &c.

Ce Libraire ayant déclaré, que l'Auteur du *Review* lui avoit donné les Manuscrits des trois premières Brochures, & le Sieur Pitts celui de la quatrième, ils furent tous deux arrêtés le jour suivant.

Quelques Personnes du Parti des Modérez ont fait un Projet, qui doit être présenté au Parlement, contenant les Moyens de supprimer tous les Libelles Séditieux qu'on imprime tous les jours en cette Ville, avec plus de liberté que dans tous les autres Païs de l'Europe, comme vous en pouvez juger vous-même, Monsieur, par ces Fragmens que je viens de vous en communiquer, en attendant l'Issue des autres Affaires qui sont maintenant sur le Tapis du Parlement de ce Royaume Britannique, & desquelles vous serez plus amplement informé le mois prochain, par votre Serviteur, &c.



Dd 7

LET.

LETTRE VI.

Affaires d'Espagne, & des
Pais-Bas.

MONSIEUR,

I. L'impossibilité d'obliger par la force des Armes, l'Espagne & les Indes de la Dépendance, à changer de Maître, ayant été reconnu depuis quelque tems par l'Empereur & ses Alliez, ils n'ont entre-tenu la Guerre en *Estramadure* & en *Catalogne*, que pour y faire une Diversion des Armées & des Flotes des deux Couronnes; mais depuis la Suspension d'Armes faite avec Elles par l'Angleterre & le Portugal, les Etats Généraux des Provinces-Unies n'étant pas obligez de fournir le Contingent de ces deux Puissances Alliées, qui deménoient dans l'Inaction, ni en état de donner seuls tous les Secours nécessaires à Sa Majesté Impériale, pour venir à bout de cette Conquête, & cet Auguste Monarque ne pouvant aussi que très-difficilement y envoyer d'Al-

d'Allemagne les Secours nécessaires; les Opérations de Guerre ont été fort languissantes en ce Pais-là, & sur tout depuis la Perte que les Alliez firent à la Journée de *Villaviciosa*, qui acheva de déconcerter les Projets de la Maison d'Autriche sur les Espagnes.

Ces Considérations & quelques autres Raisons, engagèrent les Plénipotentiaires à *Utrecht*, de former un Plan capable d'avancer les Négociations de la Paix Générale, en convenant de l'Evacuation du reste de la *Catalogne*, occupée par les Troupes Impériales, & en même tems d'une Neutralité en Italie, suivant les Conditions du Traité que je vous en ai communiqué dans mes précédentes, lequel a finalement produit celui de la Paix, dont je dois vous parler dans l'Article suivant, n'ayant pas d'autres choses plus importantes à vous dire, Monsieur, touchant les Affaires d'Espagne que celles qui ont déjà été rapportées ci devant, dans ma Lettre sur les dernières Nouvelles de France, c'est pourquoi, j'abrègerai aussi maintenant celles des Pais Bas Espagnols, qui y ont un rapport nécessaire.

Bru.

Bruxelles.

II. Les Avis de Flandres portent, que trois Régimens Anglois, qui ont été nommez pour aller prendre possession de Nieuport, doivent sortir au premier jour de *Bruges* pour cet effet; & que l'Intendant d'*Ypres* a reçu Ordre de la Cour de France, de disposer toutes choses pour l'évacuation de cette Place, où il doit entrer une Garnison des Troupes de Leurs Hautes Puissances, suivant le Traité de Paix qu'Elles ont signé avec la France, & en conséquence duquel on publia dans leur Armée des Pais Bas le 15. du mois dernier, que les Hostilités cesseroient à l'avenir.

Cette Nouvelle a donné beaucoup de joye à la Bourgeoisie de *Lille*, où Mr. Pesters Ministre de la Reine d'Angleterre doit se rendre incessamment, pour y donner les Ordres nécessaires touchant l'Évacuation de cette Place, de même que pour celles de *Bethune*, d'*Aire* & de *Saint Venant*, qui doivent être cédées à la France.

Le Comte de Fels a reçu de nou-

veaux

veaux Ordres pour quitter ce Pais, avec toutes ses Troupes Impériales, & l'on dit que celles de Prusse & d'*Hanover*, qui doivent servir de Contingent à l'Armée de l'Empire, se rendront aussi sur le *Haut-Rhin*.

Tous les Actes d'Hostilité ayant cessé de la part de l'Armée des François, ils ont commencé à faire marcher quelques Régimens de Cavalerie vers l'*Alsace*; mais leur gros Détachement composé de plus de trente mille hommes, qui doit prendre la même Route, ne s'assemblera que le 15. de ce mois, aux environs de *Cambrai*.

Les Troupes *Bavaroises* qui sont à *Namur*, ont pris possession du Château, & publient qu'elles n'en sortiront pas, jusqu'à ce que l'Électeur leur Maître ait reçu une entière Satisfaction sur toutes ses Demandes; mais les Lettres écrites de Paris sur le même sujet, disent seulement que le Roi a déclaré qu'il emploiera tous ses soins pour lui procurer une Satisfaction raisonnable sur ses Prétentions.

Les Etats de *Brabant* ont consenti que les Charges de Conseillers, données en dernier lieu, soient payées en

en Argent, qui sera employé à la Solde des Troupes qu'on doit congédier, après que le Calme sera entièrement rétabli dans ce Païs, où la Tranquillité paroît déjà dans les Affaires Civiles.

Utrecht.

III. Voici, Monsieur, quelques Particularitez touchant la Signature de la Paix, plus exactes que celles dont je fis mention en abrégé, dans ma dernière Lettre du mois passé.

Le Lundi 10. dudit mois, après le Retour des Plénipotentiaires des Etats Généraux, qui étoient allés à la Haye, pour recevoir les dernières Instructions de Leurs Hautes Puissances, touchant la Paix, il y eut le matin une Conférence entre les Ministres de la Grande Bretagne, & ceux de Leurs Hautes Puissances, & une autre l'après-midi entre les mêmes Plénipotentiaires, chez Milord Garde du Seau, qui dura depuis 4 heures jusqu'à 2 heures après minuit, dans laquelle on régla tout ce qui concernoit le Traité de Paix & de Commerce.

Le 11. ces Ministres allèrent au

chez

chez le Comte de Sinzendorf, à qui ils montrèrent le Plan dont ils étoient convenus avec la France, pour l'Empereur & l'Empire, ayant stipulé jusqu'au premier de Juin pour l'accepter si Sa Maj. Imp. le trouvoit à propos; lui déclarant qu'ils alloient signer la Paix de la Reine.

Ce Plan vous ayant été communiqué, Monsieur, dans mes Lettres précédentes de ce mois, je vous en enverrai dans la suite de celle-ci les principales Raisons qui ont obligé cet Auguste Monarque de l'Empire, à n'acquiescer point jusqu'à présent à ces Offres qui lui ont été faites de la part du Roi de France, par l'Entremise desdits Plénipotentiaires.

Ils allèrent ensuite chez les autres Ministres des Alliez, à qui ils firent la même Déclaration; après quoi s'étant retirés chez Milord Garde du Seau, les Ministres de France s'y rendirent, & signèrent, avec ceux de la Grande Bretagne, les Traitez de Paix & de Commerce, vers les 2 heures.

Les Ministres de Savoye, qui y vinrent après, signèrent aussi le Traité de leur Maître avec ceux de France.

Ces

Ces Ministres allèrent ensuite dîner chez le Comte de Strafford, avec ceux de Portugal, de Prusse, & des Etats Généraux.

Après le Repas, la plupart de ces Ministres se retirèrent chez eux, pour collationner leurs Traitez particuliers.

Vers les 8 heures du Soir les Ministres de Portugal signèrent leur Traité, chez ledit Comte de Strafford; de même que ceux de Prusse sur les onze heures, pendant que les Ministres de Leurs Hautes Puissances étoient occupez à collationner quelques endroits de leur Traité, qu'ils signèrent aussi vers les 2 heures après minuit.

Le 12. tous les Ministres des Puissances comprises dans cette Paix, dépêchèrent des Couriers pour en porter les Nouvelles, & les Traitez à leurs Maîtres, qui en ont fait les Ratifications depuis ce tems-là, & les ont envoyées à leurs mêmes Plénipotentiaires; mais elles n'ont pas encore été toutes échangées, à cause de quelques Difficultez survenues pour ce qui concerne la Renonciation que le Duc de Bavière doit faire des Places qui lui ont été cédées

avient

dans les Pais-Bas par le Roi Philippe V. & dans lesquelles Leurs Hautes Puissances doivent faire entrer leurs Garnisons, sans préjudice du Domaine utile qui doit rester à cet Electeur, jusqu'à ce qu'il soit rétabli dans ses Etats d'Allemagne, & satisfait sur plusieurs Prétentions, qui ne sont pas encore toutes réglées, quoi qu'on y travaille actuellement, afin de publier ensuite cette Paix selon les Formalitez ordinaires.

Après cette petite Digression, contenant un Avis qui m'a paru nécessaire à vous donner, je vous dirai encore que le 13. du même mois, le Comte de Sinzendorf eut une Conférence avec les Ministres de la Grande-Bretagne, & ceux des Etats Généraux, pour régler les Affaires qui concernent les Pais-Bas, & que ce Ministre, Premier Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, leur ayant déclaré qu'il devoit partir le 15. pour l'Allemagne, il reçut les Visites de tous les Ministres & autres Personnes de distinction, qui vinrent souhaiter un heureux Voyage à Son Excellence, dont ils regrettent beaucoup l'absence qui les prive de la grande satisfaction qu'ils avoient

avoient de conférer & converser, avec un des plus Illustres & des plus Habiles & Affables Ministres d'Etat de ce fameux Congrès.

Le même jour que la Paix y fut signée par les autres Plénipotentiaires dont je viens de parler, ceux des Puissances Protestantes eurent le matin une Conférence à l'Hôtel de Ville, à laquelle le Marquis de Mirremont, envoyé d'Angleterre pour veiller aux Intérêts des Protestans François, assista.

On y résolut de faire une Représentation sur ce Sujet aux Ministres de France, à qui ceux de la Grande-Bretagne allèrent la présenter incontinent dans un Ecrit, dont voici la Copie.

Les Alliez, qui sont de la Religion Protestante, faisant réflexion sur les calamitez qu'une grande partie des Sujets de S. M. T. C., qui professent avec eux la même Religion, ont souffert & souffrent encore, uniquement à cause qu'ils servent Dieu selon les lumières de leur Conscience: Liberté dont ces affligés pouvoient se flatter par la Loi Divine, par les préceptes de la Charité, & particulièrement par les Loix

du Royaume de France, confirmées par S. M. T. C., dont ils doivent jouir en bons & fidèles Sujets, qui se sont toujours tenus envers leur Souverain, dans les règles du Devoir & de l'Obéissance.

Lesdits Alliez, touchés par ces motifs de Justice & de Compassion, s'intéressent d'autant plus pour ces pauvres Gens, que les maux qu'ils souffrent, continuans après la Paix rétablie, pourroient être attribués à une Aversion de S. M. T. C. contre les Protestans en général; ce qui affligeroit beaucoup les Puissances de cette Religion, qui espèrent de rentrer par la Paix, & de vivre dorénavant en Amitié & bonne Intelligence avec S. M. T. C.

Pour cet effet, lesdits Alliez ne sauroient s'empêcher de s'intéresser de même pour un grand nombre desdits Sujets de France, qui ont été obligés de quitter leur Patrie, & se sont réfugiés dans les Etats desdits Alliez Protestans, afin de les animer à retourner chez eux après la Paix faite.

C'est pourquoi les Ministres Plénipotentiaires desdits Alliez, légitimement obligés, en conformité des Ordres express de leurs Souverains, de requérir par instamment M^{rs}. les Ministres Plénipotentiaires

nipotentiaires de S. M. T. C., de vouloir représenter au Roi leur Maître, qu'il soit accordé à tous les Protestans François, le Soulagement après lequel ils soupiraient depuis si long tems, & qu'ils soient rétablis dans leurs Droits & Privilèges en matière de Religion, pour jouir d'une entière liberté de Conscience, & que ceux d'entr'eux qui sont dans les Prisons, Galères, ou autrement détenus, soient élargis & remis en Liberté, afin que ces Affligés puissent avoir part à la Paix, dont l'Europe, selon les apparences, va jouir.

On enregistra à la Maison de Ville le 17. du Mois dernier, plusieurs Protestations de quelques Princes & Seigneurs, qui ont des Préten-tions sur le Royaume de Naples, les Principautez de Neuchâtel & Valengin, le Duché de Luxembourg, la Principauté d'Orange, & les autres Biens de la Succession du feu Roi Guillaume III. de glorieuse Mémoire.

Presque tous les Plénipotentiaires reçurent, au commencement de ce mois, une Protestation du Prétendant, écrite en Latin, dans de simples Envelopes, envoyées dans

le

Mois de Mai, 1713. 639
le Bureau des Postes. Voici une Copie de cet Acte fort remarquable, & traduit en François.

JAQUES ROI,

Jaques III. par la Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, à tous les Rois, Princes, Etats, Républiques, &c. &c. Comme après une Guerre si longue & si ruineuse à toute la Chrétienté, il semble que tous les Potentats soient prêts à faire la Paix entr'eux, & qu'ils soient sur le Point de la ratifier sans avoir aucun égard à nos Intérêts, Nous avons jugé à propos & nécessaire d'assurer, par cette Protestation solennelle, notre Droit indubitable contre tout ce qu'on pourroit faire pour l'aliéner, & à notre préjudice.

Cependant, ce n'est pas notre dessein de faire un ample Recit des choses ci-dessus commises injustement contre Nous, puis que s'étant passées à la vûe de tout le monde, & par cela même étant fort connues, elles n'ont point besoin d'être rapportées, & Nous ne saurions croire qu'il y ait des Gens qui doutent de la justice de notre Cause.

Et certes ce n'est pas l'état seul de nos Affaires qui Nous touche, car l'amour

Tome XLIII,

Ec

im.

immuable que Nous avons pour nos bons Sujets, fait que Nous voyons avec une extrême douleur, que jusqu'ici on n'a pas moins épargné leur Vie que leurs Biens, pour soutenir l'Injustice criante qu'on Nous faisoit, & qu'enfin ils en sont réduits là, que si on fait la Paix sans songer à Nous, il faut nécessairement qu'ils deviennent la Proye des Etrangers, & qu'ils subissent leur Joug.

Et comme Nous sommes informez que les Princes Confédérez n'ont aucun égard à notre Droit, Nous nous croyons absolument obligez, tant par rapport à Nous-mêmes qu'à nos Descendans & à nos Sujets, de tâcher entant qu'en Nous est, qu'il ne paroisse pas que Nous consentions par notre Silence à tout ce que l'on pourra faire au préjudice de Nous, & des Héritiers légitimes de nos Royaumes.

C'est pourquoi Nous protestons solennellement, & dans la meilleure forme, contre toutes les choses, qui pourroient être arrêdées & contractées à notre préjudice, comme nulles de tout Droit, manque d'une Autorité légitime.

Nous protestons & déclarons pareillement, qu'en cas qu'il y eut quelques défauts dans cette Protestation, & qu'elle ne fût pas dans les formes, cela ne pourra nuire ou préjudicier à Nous, ni à nos légitimes Héritiers, Royaumes & Sujets. Et ayant apôsé notre grand Secau à c.

Lettres

Mois de Mai, 1713.

Lettres, Nous nous réservons entièrement tous nos Droits & toutes nos Préentions, & nous déclarons qu'elles subsistent & subsisteront en leur entier.

Enfin, Nous protestons devant Dieu, & devant les Hommes, que nous serons exempts de tout blâme & de toute réprehension, & qu'on ne pourra point nous attribuer la cause des malheurs que les injustices qu'on a déjà faites, ou qu'on nous fera à l'avenir, peuvent attirer sur nos Royaumes & sur toute la Chrétienté.

Donné à St. Germain le 25. d'Avril, l'An
d. N. S. 1712. & le xi. de notre Règne.

J. R.
De la propre main du Roi.

Mrs. les Barons de Malknecht & Karrich Plénipotentiaires des Electeurs de Bavière & de Cologne, étant arrivés en cette Ville, le 9. de ce mois, mirent d'abord pied à terre chez le Maréchal d'Huxelles, & ayant pris ensuite des Logemens particuliers, ont notifié leur arrivée à tous les Ministres, qui leur ont rendu des Visites de Civilité, & fait beaucoup d'accueil, comme aussi à Son Excellence Mr. le Duc d'Osune, dont je vous ai parlé ci-

E e 2

devant

devant, au sujet des Avis qui en ont été envoyez à *Paris* & à *Madrid*.

Les Plénipotentiaires de France, & ceux de la Grande-Bretagne reçurent le jour précédent un Exprès de *Versailles*, avec des Dépêches contenant la Décision des Difficultez qui arrêtoient l'Echange des Ratifications du Traité de Paix de L. H. P. avec les deux Couronnes, lequel on assure devoit être échangé au premier jour; & on en doute d'autant moins que Mr. Ayer, Chapelain & Secrétaire de Mr. le Comte de *Strafford* est déjà nommé pour le porter à la Reine d'Angleterre, qui a été la Médiatrice de cet Accommodement; en conséquence de ce que le Duc de Bavière lui avoit confié ses Intérêts, pour ce qui le concerne dans les Pais-Bas, cédez à ce Prince par le Roi Philippe V.

La Haye.

III. Les Plénipotentiaires de L. H. P. étant venus d'*Utrecht* en cette Ville, pour y prendre les dernières Résolutions touchant les Ratifications des Traitez de Paix & de Commerce, envoyez aux Provinces respectives, & étant retournez au Congrès de la même Ville d'*Utrecht*, après

Mois de Mai, 1713.

après avoir aussi contéré sur le contenu des nouvelles Dépêches venues de France, pour terminer les Difficultez qui étoient survenues à l'occasion desdites Ratifications, comme je vous en ai donné Avis ci-devant, on tient maintenant pour assuré qu'elles sont faites; & qu'il ne reste plus qu'à faire accepter à Sa Majesté Impériale, s'il est possible, les Conditions de la Paix qui ont été offertes à cet Auguste Monarque, par S. M. T. C. sur le Plan que je vous en ai communiqué dans ma quatrième Lettre de ce mois.

Cependant, Monsieur, je dois vous informer des Raisons pour quoi Sa Majesté Impériale n'a pas concouru à la Paix conclue à *Utrecht* le 11. Avril dernier.

Ces Raisons ont été déduites fort amplement, depuis ce tems-là, dans une Lettre qui porte le Titre que je viens d'exprimer en Caractères Italiques, & qui a été nouvellement imprimée en cette Ville; mais comme il est difficile qu'elle parvienne jusqu'à vous dans un Pais éloigné, je vous en communiquerai ici un Extrait, que j'ai fait le plus court qu'il m'a été possible, & dans lequel vous

Ec 3

trou-

trouverez néanmoins la substance de toutes ces Raisons, qui mettent des Obstacles à la Paix dont il s'agit.

Elles se réduisent à trois Chefs principaux ; dans cette Lettre adressée à un Anglois du Parti dominant, par un Auteur Anonyme qui se dit, & qui paroît être en effet, un *Serviteur de Sa Majesté Impériale*.

Il dit que ces Raisons se trouvent toutes dans la nature des Engagemens des Anglois avec cet Auguste Monarque ; dans l'Exorbitance des Conditions qu'on a prétendu lui imposer ; & dans les Circonstances de la Conduite qu'ils ont tenuë en toute cette Affaire.

Il ajoute que ces Engagemens & leurs Motifs sont clairement exprimés dans le Traité d'*Alliance*, conclu à la Haye au mois de Sept. 1701.

Il distingue ces Engagemens en *Communs & Reciproques* ; ajoutant ensuite, que dans les Articles VII. & VIII. de cette *Alliance*, les Engagemens *Communs* sont 1. De se procurer l'un à l'autre ce qui lui sera *Avantageux*, & d'éloigner ce qui lui sera *dommageable*. 2. De faire la *Guerre* de toutes ses *Forces*. 3. De ne point faire la *Paix* avec l'*En-*
nemi

nemi, si ce n'est conjointement avec la *Participation* & le *Conseil* des autres *Parties*.

Les Engagemens *Reciproques*, ou *Respectifs* sont de la Part de Sa Majesté Impériale dans les Articles VIII. & IX. citez par le même Auteur, *Que la Paix ne pourra être conclue, sans avoir obtenu pour le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, la Sûreté particulière de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Pais de leur Obéissance, Navigation & Commerce, & pour les Sujets de S. M. B. & des Provinces-Unies une pleine & entière faculté, usage & jouissance de tous les mêmes Privilèges, Droits, Immunités, & Liberté de Commerce, tant par Terre que par Mer, en Espagne & sur la Mer Méditerranée, dont ils usent & jouissoient pendant la Vie du Roi d'Espagne, dans tous les Pais qu'il possédoit tant en Europe qu'ailleurs, & dont ils pouvoient de droit user & jouir en commun, ou en particulier.*

Sa Majesté Impériale y est de plus obligée à convenir au tems de la Paix, avec les deux Puissances Maritimes, de tout ce qui seroit nécessaire pour établir le *Commerce* & la *Navigation*

de leurs Sujets, dans les Lieux que l'on auroit aquis ; Comme aussi, des moyens propres à mettre en sûreté les Seigneurs Etats Généraux, par le moyen de la Barrière.

En échange de quoi, la Grande-Bretagne est pareillement obligée à ne point conclure de Paix, sans avoir obtenu pour Sa Majesté Impériale une Satisfaction juste & raisonnable. Juste, par rapport à l'étendue de ses Droits sur toute la Monarchie d'Espagne, dit cet Auteur, & Raisonnable, par rapport au plus ou moins que l'on pourroit en arracher à l'Ennemi : ce sont les propres termes du même Ecrivain ; ce qui dépendoit entièrement, ajoute-t-il, du Progrès de la Guerre ; & afin de procurer cette Satisfaction, la Grande-Bretagne s'y oblige entr'autres choses, dans l'Article V. de faire ses plus grands efforts pour reprendre & conquérir les Provinces du Pais-Bas Espagnol, le Duché de Milan, avec toutes ses Dépendances, les Royaumes de Naples & de Sicile, & les Isles de la Mer Méditerranée, avec les Terres dépendantes de l'Espagne le long de la Côte de Toscane.

Voilà quels étoient les Engage-

ments

mens Réciproques, dont il s'agissoit dans cette Alliance ; & pour ce qui est des Griefs de Sa Majesté Impériale, que le même Auteur dit être Justes, Publics & connus de toute la Terre ; il les renferme en cinq Articles.

1. On a fait, dit il, avec Sa Majesté Impériale une étroite Alliance & Confédération pour éloigner le grand & commun Danger, & on l'abandonne seule au milieu de cette Alliance.

2. On a promis de procurer ce qui Lui sera avantageux, & d'éloigner ce qui lui sera nuisible, & d'empêcher, & tout au contraire, ajoute-t-il, on procure ce qui lui est dommageable, & on éloigne ce qui lui est avantageux.

3. On Lui a promis de faire entr'autres choses les plus grands efforts pour reconquérir tels & tels Pais ; & loin d'exécuter pleinement cette Promesse, on prétend forcer S. M. à rendre ceux qui ont déjà été reconquis, & dont Elle est en pleine Possession, tant au Nom de l'Empire, qu'au sien ; savoir, la Catalogne, Gibraltar, Majorque, Minorque, Yvica, Montoué, la Mirandole, &c.

E e 5

Com-

Commachio, le Duché de Baviere, l'Electorat de Cologne, & la Principauté de Liège.

4. On a promis à Sa Majesté Impériale de ne point faire de Paix que de concert avec Elle; & on fait celle-ci séparément, à son préjudice, dit-il, & de concert avec l'Ennemi.

5. On a promis, enfin, de Lui procurer une Satisfaction Juste & raisonnable, touchant ses Prétentions à la Succession d'Espagne; & loin de lui procurer cette Satisfaction, on partage à ses yeux toute la Monarchie, on la démembre, on la déchire, & on en distribue les Pièces à des Princes qui n'y ont aucun Droit, & dont il n'y en a qu'un seul qui ait prétendu d'en avoir.

Tout cela sont les propres Termes dont cet Ecrivain s'est servi, en disant ensuite; qu'on ne doit pas se retrancher sur le sens indéterminé de ces mots, *Satisfaction Juste & Raisonnable*, parce qu'il les montrera définis & expliqués dans l'Article séparé du Traité de l'An 1689. Dans les Adresses du Parlement d'Angleterre du 12. (25.) Novembre 1705., 7. (18.) du même Mois, & 16. (27.) Décembre 1706.

Dans

Dans les Harangues de la Reine du 10. (21.) Décembre 1703., 7. (18.) Novembre 1705., 14. (25.) Décembre 1706., 25. Décembre 1707. (3. Janvier 1708.), 30. Décembre (10. Janvier) des mêmes Années, & 19. (30.) Novembre 1708. Dans les Traitez de l'Alliance avec le Roi de Portugal & avec le Duc de Savoye, des Années 1703. & 1704. Dans les Articles Preliminaires de l'An 1709. signez par les Plenipotentiaires des trois Puissances, & ratifiez par la Reine. Dans les Articles Preliminaires dictés par le Roi T. C. lui-même, le 2. Janvier 1710. & envoyez par ses Ordres, pour servir de Fondement aux Negociations de Geertruydenberg: Et enfin, dans la Declaration expresse que les Plenipotentiaires d'Angleterre firent à Utrecht le 5. Mars 1712. conjointement avec ceux des Etats Generaux.

L'Auteur a mis des Copies imprimées de toutes ces Pieces, à la fin de sa Lettre, afin que chacun y puisse voir dans toute leur étendue les Faits qu'il rapporte succinctement, & auxquels il ajoûte, presque par tout, des Réflexions, ou des Narrez, pour démontrer les fondemens de ces

ces

ces Griefs dont il est question.

Il les déduit séparément, après les avoir réduits à quatre principaux Chefs, tirez des dernières Conditions offertes & demandées par S. M. T. C. pour la Paix à faire avec la Maison d'Autriche & l'Empire, sous l'Arbitrage de la Reine de la Grande-Bretagne, pour ce qui concerne les Pretentions réservées, & non expliquées, par les Electeurs de Cologne & de Baviere: sur quoi il dit, que la substance de ces Conditions aboutit à faire ce qui suit.

1. Que la Cause Commune soit abandonnée. Que les Traitez qui unissent les Alliez, & qui les obligent les uns envers les autres, soient rompus. Et que la Liberté de l'Europe soit aneantie.

2. Que la Monarchie d'Espagne soit donnée en proye aux Amis & aux Ennemis. Que chacun en emporte une piece, & qu'il n'en soit laissé qu'une très petite Portion, l'Auguste Maison d'Autriche.

3. Que les Constitutions de l'Empire soient méprisées. Que les Jugemens rendus au Tribunal de l'Empereur soient révoquez & changez au gré des Etrangers, que l'Empereur & l'Empire donnent satisfaction à ceux qui les ont encourus,

4. Que l'Empire, que les Cercles Associés & Alliez, que les Etats du Rhyn soient délaissés. Qu'il ne leur soit faite aucune Restitution. Que la France soit convertie de son côté par les Provinces & les Places fortes qu'elle a conquises & subjuguées; mais que l'Empire demeure découvert & sans Défense.

Ce Sommaire ne contient pas un seul mot, selon ce même Auteur, qui ne soit exactement vrai, & prétend de le démontrer par les Raisonnemens & par les Faits suivans.

N'est-il pas de fait, dit-il aux Anglois du Parti Dominant, que par votre Paix, & par le Mémoire des Plénipotentiaires de France, on donne,

Au Duc d'Anjou, l'Espagne & les Indes?
Au Duc de Savoye, la Sicile & une partie du Milanois?

A l'Electeur de Baviere, la Sardaigne, & provisionnellement le Duché de Luxembourg, le Comté de Namur, & Charleroi?

A la Reine de la Grande-Bretagne, Gibraltar, Port Mahon, & l'Isle de Minorque?

Au Roi de Prusse, la Ville de Gueldre avec son Territoire, & les Bailliages de Kessel & de Kriekenberg?

Aux Etats Généraux, le Droit de Garison, & de Fortification, dans les meilleures Places du Pais-Bas.

Au Duc de St. Pierre, une entière satisfaction

faction pour la Sabionette, & pour tous les autres Biens confisquez & retenus ?

Et à la Princesse des Ursins, une Terre de trente mille Ecus de Rente, en titre de Principauté ?

De plus, le Roi T. C. a conquis, aquis, ou usurpé sur l'Empire, selon ce même *Ecrivain*, les Evêchez de Metz, Toul & Verdun; le Land-Graviat d'Allace; la Préfecture Provinciale des dix Villes, les dix Villes même, la Comté de Bourgogne, & la Ville de Strasbourg avec son Evêché

Il detient sur le Duc de Lorraine beaucoup de Villes, & de Terres, contre la Paix de Ryswick; ils' est fortifié dans ces Pais là d'une manière imprenable, & il veut garder toutes ses Fortifications au delà du Rhyn: prétendant au contraire, qu'à l'exception du Fort de Khell, toutes celles qui, étant situées en deçà de ce Fleuve, pourroient servir en quelque manière à la Défense de l'Empire, soient démolies & ralées.

Le même Auteur infère de tout cela, que S. M. T. C. veut que le Chemin de l'Empire Lui soit toujours ouvert; qu'Elle puisse y entrer quand il lui plaira, & que les Cercles Associez & les Princes & Etats du Rhyn, nuds & desarmez, ne puissent jamais lui résister.

Tel est l'Etat où l'on veut réduire l'Empire, & où vous le laissez, dit-il aux mêmes Anglois, par la Paix que vous venez

de

Mois de Mai, 1713.

de faite Les Etats Généraux ont prétendu une Barrière dans le Pais d'autrui; & l'on a trouvé que cela étoit raisonnable: L'Empire en demande une dans son propre Pais, & on juge qu'il n'en doit point avoir.

Touchant le Mépris qu'on fait des Constitutions & des Jugemens de l'Empire; les Prétentions qu'on forme, dit-il, pour le Rétablissement des Electeurs de Cologne, & de Bavière, & pour leur Indemnité; comme aussi à l'égard des Fiefs, ou Arrière-Fiefs d'Italie, font assez voir que ce qu'il en a dit est vrai; & que c'est vouloir imposer à tout l'Empire des Loix, que la plus petite République trouveroit insupportables.

On voit enfin dans cette même Lettre Apologétique, une Déduction fort ample des Circonstances de la Conduite que les Anglois du Parti Dominant ont tenuë en toute cette Affaire des Négociations de la Paix, qu'ils ont faite avec la France & l'Espagne; mais il me paroît inutile d'ajouter ici le Précis de ces Circonstances, attendu qu'elles se trouvent presque toutes dans les différens Narrez qui ont été donnez au Public, touchant la Conduite du Nouveau Ministère d'Angleterre, dont vous êtes assez bien informé pour juger équitablement du contenu de cet Ecrit Anonyme, concernant les Raisons qui ont empêché S. M. I. de concourir à la Paix, dont je vous ai fait espérer,

pérer, dans mes premières Lettres de ce Mois que je vous communiquerois le Traité à la fin de celle-ci.

Je m'aquitte donc de ma Promesse en l'insérant maintenant ici, avec celui du Commerce, qui a été signé & ratifié en même tems que celui de cette Paix tant désirée, & vous y trouverez aussi la Copie des Plain-pouvoirs des Ministres qui ont travaillé depuis si long tems à Utrecht, pour finir ce Grand & Important Ouvrage. Je souhaite qu'il fasse fleurir toute l'Europe dans une perpétuelle Tranquillité & Concorde, & d'avoir toujours le plaisir de vous faire connoître combien je suis, Monsieur, votre serviteur, &c.

F I N.

Table des Matières.

Affaires d'Italie,	545
Affaires du Nord,	557
Affaires d'Allemagne,	566
Affaires de France,	575
Affaires de la Grande-Bretagne,	599
Affaires d'Espagne, & des Pais-Bas,	628

TRA

TRAITE DE LA PAIX,

Entre Sa Majesté Louis XIV. Roi
de France, & les Seigneurs Etats
Généraux des Provinces-Unies
des Pais-Bas.

Conclu à Utrecht le 11. Avril 1713.

AU Nom de la Très-Sainte Trinité.
A tous présens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent désir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puissant Prince Louis XIV., par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vue que de la rendre solide & perpétuelle par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Pais-Bas,

Ff

son.

souhaitans de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la Tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti que la Ville d'Utrecht fut choisie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majesté Très-Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ses Ordres, & son Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de S. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossum; & Burgrave de l'Empire; & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schiedlandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbrouck & Bulkestein, Grand Bailif du Franc, & de la Ville de l'Ecluse, Sur-Intendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rbeede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Mourkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goinga Grietman de Franequeradeel, Cura

HOH

5 11

Cura

Curateur de l'Université de Franquer; & Charles-Ferdinand, Comte de Tillyson, & de Kniphuysen, Seigneur de Wreedewold, & Député dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden. Lesquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Très-Haute, Très-Puissante & Très-Excellente Princeesse la Reine de la Grande-Bret., n'ont point cessé d'employer leurs soins infatigables pour l'amener au point d'une conclusion de la Paix générale, suivant le desir que cette Princeesse a toujours eu de procurer le rétablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'ensuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'assistance Divine & s'être communiqué respectivement leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I.

IL y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez, tous actes

Ff 2

d'Hosti

d'Hostilité, de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

2. Il y aura un Oubli & Amnistie generale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au service du Roi Très-Chrétien, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étendue de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nez Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou engagez à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & les susdites Personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir être rechez,

trou-

Mois de Mai, 1713.

troublez, ni inquiérez en general, ni en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre, & en conséquence du present Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle manière que bon leur semblera.

3. Et si quelques Prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix semaines, & audelà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

Ff 3

4. II

4. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

5. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil, & assistances réelles en toute occasions & en tous tems : & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

6. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de la dite Guerre, les Heritiers, ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits,

Sen-

Sentences, préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques renonciations qui aient été mises es dites Transactions pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits, qui, conformément au présent Traité, seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Propriétaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour ce consentement particulier ; & ensuite les Propriétaires des Rentes qui de la part des Fisco seront constitués en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, & étant à la charge des Fisco respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

7. En contemplation de cette Paix Sa Majesté Très-Chrétienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Generaux en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que Sa Majesté Très-Chrétienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possèdent encore des Pais-Bas communément appelez Espagnols, tel que feu le Roy Catholique Charles II. les a possédés, ou dû posséder conformément au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne, ni

Ff 4

le

le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en réservent aucuns Droits, ou prétentions directement ni indirectement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Pais-Bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de la Succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de la manière dont lesdits Pais-Bas Espagnols leur serviront de Barrière & de sûreté.

Bien attendu que du haut Quartier de Gueldre le Seigneur Roy de Prusse reien-dra tout ce qu'il y possède & occupe actuellement, savoir la Ville de Gueldre, la Prefecture, le Bailliage, & les Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonk, Midelaer, Walbeek, Aertson, Afferden & de Wiel, de même que Raey & kleyn Kevelaer, avec toutes leurs Apartenances & Dependances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse l'Ammanie de Kriekenbeck, avec tout ce qui y appartient & en dépend, & les Pais de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances &

dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Heritiers ou Successeurs, avec tous ses Droits, Prerogatives, Revenus & Avantages de quelque nom qu'ils puissent être apellez, en la même qualité & de la même manière que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne les a possédez, toutefois avec les Charges, & Hypotheques, & en conséquence les Etats Generaux retireront leurs Troupes des endroits ci-dessus nommez, où il en pourroit avoir, & déchargeront du Serment de fidelité les Officiers tant civils, que des Comptroires des Peages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera réservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celui de Limbourg, une Terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses heritiers.

8 En conséquence de cela Sa Majesté Très-Chrétienne, remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Generaux, en faveur comme ci-dessus, immédiatement après la Paix & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse de Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroi & de Nieuport avec

toutes leurs Apartenances, Dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Pais-Bas Espagnols, définis comme ci-dessus; en l'état auquel le tout se trouve à présent, avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives; qui concernent lesdits Pais-bas, ou quelque partie d'iceux.

19. Et comme Sa Majesté Catholique a cédé & transporté en pleine Souveraineté & propriété, sans aucune réserve ni retour, à son Altesse Electorale de Baviere lesdits Pais-Bas Espagnols, Sa Majesté Très-Chrétienne promet & s'engage de faire donner un Acte de sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-même, que pour les Princes ses Hoirs, & Successeurs neiz & à naître, cède & transporte aux Seigneurs Etats Generaux en faveur de la Maison d'Autriche, tout le droit que son A. Elect. peut avoir, ou prétendre sur lesdits Pais-Bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la Cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelqu'autre Acte, Titre, ou prétention que ce puisse être, & par lequel Acte sadite Altesse Electorale reconnoisse la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes desdits Pais-Bas, sans aucune restriction,

ou

ou réserve, & décharge & dispense absolument tous & un chacun des Sujets desdits Pais-bas, qui luy ont prêté serment de fidélité, ou fait Hommage, lequel Acte de Cession de Son Altesse Electorale sera remis, comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du present Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les Revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroi, & de leurs Dépendances, Apartenances, annexes & enclavemens (sauf le payement des rentes constituées & hypotheques sur lesdits revenus) jusqu'à ce que Son Altesse Electorale ait été rétablie dans tous les Etats qu'Elle possédoit dans l'Empire avant la Guerre présente, à l'exception du Haut-Palatina, & qu'elle aura été mise dans le rang de neuvième Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne & du Titre de Roi; comme aussi Son Altesse Electorale, pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des susdits Pais, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excederont pas le nombre de sept mille hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Etats Generaux, ou de leurs Alliez, excepté celles que lesdits Etats Generaux en-

Ff 6

ver-

verront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroi, ne pourront passer, loger, ni séjourner dans les dépendances des Pais, dont Son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit ci-dessus; il sera cependant permis aux Etats Généraux de faire voiturier sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Bavière conservera la Souveraineté & les Revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs Dépendances, Apartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Ilmshheim, & l'on est convenu que ce Dédommagement sera réglé par les Arbitres, dont on conviendra, & du nombre desquels la Reine de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce Règlement se fera par lesdits Arbitres le plutôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera fortifier l'Acte de Cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effet; & pour encore plus de sûreté, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire en sorte, que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin, ladite Cession de Son Altesse Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

10. Cependant, quoi que l'Electeur de Bavière demeure en possession de la Souveraineté, & des Revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville, & Comté de Namur, de la Ville de Charleroi, & de leurs dépendances, comme il est dit ci-dessus, on est convenu que Sa Majesté Très-Chrétienne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroi, & de toutes leurs Dépendances, immédiatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'Echange des Ratifications du présent Traité, & qu'Elle fera en sorte que Sadite Altesse Electorale en retirera aussi en même temps toutes les siennes [excepté des Dépendances du Duché de Luxembourg] & celles qu'il pourroit y avoir de l'Electeur de Cologne son Frere; sans aucune exception, & que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, comme aussi la Ville de Charleroi, seront cependant gardés par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, lesquelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'Echange des Ratifications; on est convenu aussi que les Troupes desdits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au Règlement fait sur ce sujet après la Paix de Ryswick avec Sadite Altesse Electorale, alors Gouverneur general desdits

dits Pais-Bas : comme aussi que la Ville & Duché de Luxembourg, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charle-roi, & leurs Dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins, monnoye d'Hollande, qui doit être assigné par an auxdits Seigneurs Etats Generaux, sur les meilleurs & les plus clairs revenus desdits Pais-Bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrières; les Etats Generaux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune maniere l'Electeur de Bavière dans la possession de la Souveraineté, & des Revenus desdites Villes & Pais pour tout le tems qu'il en doit jouir.

11. Sa Majesté Très-Chrétienne cede aux Seigneurs Etats Generaux, tant pour elle-même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs nez & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, & avec sa Verge, sur la Ville & Citadelle de Tournai avec tout le Tournaisis, sans se rien réserver de son Droit là-dessus, ni sur aucune de ses Dépendances, Apartenances, Annexes ou Enclavemens; mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs Territoires, Dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que

que Sa Majesté Très-Chrétienne les a possédées avant cette Guerre, excepté que St. Amant avec ses Dépendances, & Mortagne sans Dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne : à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications ni Ecluses, de quelque nature qu'elles puissent être; on est aussi convenu que le Prince d'Epinoë rentrera en possession de la Terre d'Antroing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits, ou prétentions sur ladite Terre devant les Juges competens. Les Seigneurs Etats Generaux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, Dépendances, Apartenances, Annexes & Enclavemens, que Sa Majesté Très-Chrétienne leur cède par cet Article, à la Maison d'Autriche aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec ladite Maison, laquelle en jouira alors irrévocablement & à toujours.

12. Sa Majesté Très-Chrétienne tant pour Elle-même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit qu'Elle a sur Furnes, Furner-Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec sa Châtellenie,

nie, (Rouffelaer y compris) & avec les autres Dépendances, qui seront de-formais Poperingue, Warneton, Commines, Warwich; ces trois dernières Places, pour autant qu'elles sont situées du côté de la Lis vers Ypres, & ce qui dépend des lieux ci-dessus exprimez, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne se réserve aucun Droit sur lesdites Villes, Places, Forts, & Pais, ni sur aucune de leurs Apartenances, Dépendances, Annexes ou Enclavemens.

Aussi fera Sa Majesté Très-Chrétienne, immédiatement après la Paix & au plus tard dans quinze jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Generaux toutes lesdites Villes, Places, Forts, & Pais, avec toutes leurs Apartenances, Dépendances, Annexes & Enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même manière que Sa Majesté Très-Chrétienne le possède maintenant avec les Fortifications, comme elles sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documents, qui concernent lesdites Villes, Places, Forts, leurs Dépendances, Apartenances, & Enclavemens, afin que lesdits Seigneurs Etats puissent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Pais, avec toutes leurs Apartenances, Dépendances, Annexes, & Enclavemens, à la Mai-
son

Maison d'Auniche aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Elle, laquelle en jouira irrévocablement, & à toujours.

13. La Navigation de la Lis depuis l'embouchure de la Deule en remontant sera libre, & il ne s'y établira aucun Peage, ni Imposition.

14. On est aussi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place desdits Pais bas Espagnols, ni de ceux qui sont cédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, soient jamais cédés, transportez; ni donnez, ni puissent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, soit en vertu de quelque Don, Vente, Echange, convention Matrimoniale, Succession par Testament, ou ab intestat, ou sous quelque autre Titre que ce puisse être, ni être mis de quelque manière que ce soit au pouvoir, ni sous l'autorité du Roi Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

15. Lesdits Seigneurs Etats Generaux remettront à Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille avec toute sa Châtellenie sans aucune exception, Orchies, le Pais de Laleu & le Bourg de la Gourgue, les Villes & Places d'Aire, Berhune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, Apartenances, Dépendances, Enclavemens & Annexes, le tout ainsi qu'il a été possé-
dé

dé par le Roi Très-Chrétien avant la présente Guerre, lesquelles Villes, Places & Forts seront évacués immédiatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documents, Archives, & particulièrement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournés, on les rapportera de bonne foi; bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus à aucun dédommagement pour ce don le Roi Très-Chrétien pourroit déjà être en Possession desdits Pais, ni à faire réparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la Guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoi rentrera en Possession des Terres de Cisoing & de Roubaix, & autres Biens situés dans lesdits Pais de Lille en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou Prétentions sur lesdites Terres & Biens devant les Juges compétens.

16. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroi & celle de Nieuport,

&

Mois de Mai, 1713.

& généralement toutes les Places, Forts, & Postes possédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Bavière, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre qui y étoient au tems du décès du feu Roi Catholique Charles II. suivant les Inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, seront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre qui y ont été au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront délivrés de part & d'autre; bien entendu, qu'à l'égard des Pièces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les Sièges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Generaux les feront remplacer par un pareil nombre de même calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante Pièces de Canon de fonte de routes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de Guerre qui s'y trouvent présentement; & finalement que la Ville de Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre, qui s'y sont trouvés au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront délivrés de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne.

17. Les Troupes de part & d'autres se retireront aussi-tôt après l'Echange des Ratifications du présent Traité, sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places & lieux qui leur doivent reciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque pretexte que ce soit, dans le Pais de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité, Cessation d'Armes & d'Hostilitez, non pas seulement en tous endroits de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit ci-dessus, mais aussi de part & d'autre dans les Pais-Bas entre les Pais, Sujets & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

18. Il a été aussi accordé que la perception des Aides, Subsides, & autres Droits, dont le Roi Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession sur tous les Pais qui viennent d'être cédés de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'Echange des Ratifications, & que ce qui en restera dû, lors de ladite Echange des Ratifications, sera payé de bonne foi à celui ou à ceux qui y auront droit comme aussi que dans le même tems les Propriétaires des Bois confisquez dans les dependan-

ces

ces des Places, qui doivent être remises de part & d'autre, rentreront en la Possession de leurs Biens, & de tous les Rois qui se trouveront sur le lieu: Bien entendu que du jour de la Signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cessent de part & d'autre.

19. Il y aura de part & d'autre un Oubli & une Amnistie perpétuelle de tous les torts, injures & offenses, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque manière que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre par les Sujets des Pais-Bas Espagnols, & des Places & Pais cédés ou restitués par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou par les Seigneurs Etats Generaux, sans qu'ils puissent être exposés à quelque recherche que ce soit, & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité est rappelez, pour être aussi exécutée entre les Sujets de S. M. I. C., & ceux desdits Pais-Bas Espagnols, & Pais cédés, ou restitués, de la manière qu'il le sera entre lesdits Sujets de S. M. T. C. & ceux des Seigneurs Etats Generaux.

20. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de S. M. T. C. & ceux desdits Pais-Bas Espagnols & des Places cédées par Sadite M. T. C., pourront en gardant les Loix, Usages, & Coutumes des Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands: même vendre, changer, aliéner, & au-

ter-

trement disposer des Biens, Effets, Meubles & Immeubles, qu'ils ont, ou auront, situés respectivement de part & d'autre, & chacune les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat ils aient besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité; il sera aussi permis aux Sujets des Places & Pais cedez ou restituez par le Roi Très-Chrétien, & par les Seigneurs Etats Generaux, comme aussi à tous les Sujets desdits Pais-Bas Espagnols, de sortir desdites Places & Pais-Bas Espagnols, pour aller demeurer où bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs Effets, Biens, Meubles, & Immeubles avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchez, directement, ou indirectement.

21. Les memes Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautéz, Universitez & Colleges, seront retablis, tant en la jouissances des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens, Meubles & Immeubles, Rentes faïssies, ou occupées à l'occasion de la presente Guerre, ensemble leurs Droits, Actions, & Successions, à eux survenus, même depuis la Guerre commencée, sans toutes fois rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le

cours

cours de la presente Guerre, jusqu'au jour de la Publication du présent Traité, lesquels rétablissement se feront réciproquement, nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Sentences, données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entière auxdites Parties de revenir dans les Pais d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la Guerre, pour jouir de leurs Biens & Rentes, en Personne ou par Procureur, conformément aux Loix & Coutumes des Pais & Etats. Dans lesquels rétablissement sont aussi compris ceux, qui dans la dernière Guerre, ou à son occasion, auront suivi le parti contraire; néanmoins les Arrêts, & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conseils & autres Cours Supérieures ou Inférieures, & auxquels il n'aura pas été expressément dérogé par le présent Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet; & ceux qui en vertu desdits Arrêts, & Jugemens se trouveront en possession de Terres, Seigneuries & autres Biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois aux Parties qui se croiront lezées par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyens ordinaires & devant les Juges compétans.

22. A l'égard des Rentes affectées sur la

generalité de quelques Provinces des Pais-Bas, dont une partie se trouvera possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par lesdits Seigneurs Etats Generaux, ou par la Maison d'Autriche à laquelle les Pais-Bas Espagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera sa quote-part & seront nommez des Commissaires pour régler la portion qui se payera de part & d'autre.

23. Dans lesdits Pais, Villes & Places, cédés par le présent Traité, les Benefices accordez & legitimelement conferez à des Personnes capables, pendant le cours de la presente Guerre, seront laissés à ceux qui les possèdent à present, & generalement toutes choses, qui concernent la Religion Catholique Romaine & son exercice, y seront laissées & conservées de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, & de la Maison d'Autriche, à laquelle les Pais-Bas doivent appartenir, dans l'état où elles sont, ou qu'elles étoient avant la presente Guerre, Cession, ou Evacuacion, tant à l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monasteres, l'Ordre de Malte (pour les Biens de cet Ordre situés dans les Pais-Bas Espagnols, & dans les Pais cédés & restitués de part & d'autre par le present Traité) & autres, & generalement à l'égard de tout le Clergé, qui seront tous main-

maintenus & restituez dans toutes leurs Eglises, Libertez, Franchises, Immunitiez, Droits, Prerogatives & Honneurs, ainsi qu'ils l'ont été sous les Souverains Catholique Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvus de quelques Biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canoncats, Personnats, Prévôtez, & autres Benefices quelconques y demeurent, sans en pouvoir être dépoullés, & jouiront des Biens & Revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir, comme aussi les Pensionnaires jouiront, comme par le passé, de leurs Pensions assignées sur les Benefices, soit qu'elles soient créées en Cour de Rome ou par des Brevets de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique, avant le commencement de la presente Guerre, sans qu'ils en puissent être frustrés pour quelque cause ou prétexte que ce soit.

24. Quand à l'exercice de la Religion Protestante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places desdits Pais Bas Espagnols, & dans celles cédées par le Roi Très-Chrétien, il s'y fera conformément au Règlement fait avec l'Electeur de Bavière, Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, sous le Règne du Roi Charles II.

25. On est de plus convenu que les

Gg

Com-

Communauté & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais que Sa Majesté Très Chrétienne cède par le présent Traité, seront conservés & maintenus dans la libre jouissance de tous leurs Privilèges, Prerogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes Honneurs, Rangs, Gages, Emolumens & Exemptions, ainsi qu'ils en ont joui sous la Domination de Sadite Majesté Très Chrétienne, & tout ce qui est porté dans le présent Article aura aussi lieu pour les Villes & Places restituées à Sa Majesté Très Chrétienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvu qu'il ne s'y soit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

26. On est convenu que les Garnisons, qui se trouvent ou se trouveront ci-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château, & Forts de Huy, comme aussi dans la Citadelle de Liège, y resteront aux dépens desdits Seigneurs Etats, & que Sa Majesté fera en sorte que l'Electeur de Cologne, en qualité d'Evêque & Prince de Liège y consente; Et Sadite Majesté fera aussi en sorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonne soient rasées trois mois après le rétablissement dudit Electeur.

Tous

27. Tous Prisonniers de Guerre feront délivrez de part & d'autre sans distinction ou réserve, & sans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées, ou faites de part & d'autre seront payées, celles des François de par Sa Majesté Très Chrétienne, & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange desdites Ratifications; à quelle fin seront nommez, immédiatement après cette Echange, des Commissaires de part & d'autre, qui feront la Liste de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'assurance du paiement qui sera dû, & qu'il se fera dans ledit terme.

28. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre sera continuée pour tout ce qui restera dû, jusques au jour de l'Echange des Ratifications du présent Traité, & les arrérages, qui resteront dûs lors de l'Echange des Ratifications, seront payées dans l'espace de trois mois après le terme susdit; Et aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant le dit tems, contre les Châtellenies, Bailliages, Communautés & autres redevables, pourvu qu'elles aient donné bonne & valable Caution restante dans une Ville de la domina-

Gg 2

tion de Sa Majesté Très Chétienne, ou des Seigneurs Etats, à qui lesdites Contributions seront dûes. La même stipulation aura lieu à l'égard des Contributions demandées de la part de Sa Majesté T. C. & accordées par les Pais Bas Espagnols.

29. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par celui-ci, une Renonciation tant générale que particulière sur toutes sortes de prétentions, sans du temps passé, que du présent, quelles qu'elles puissent être, que l'un Parti pourroit intenter, contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter, & faire parvenir à de nouvelles discussions.

30. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions, Prétentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres, sans distinction toute la satisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir, & s'il y a eu des Lettres de représailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la déclaration de la dernière Guerre, elles demeureront révoquées

&c

& annullées, sauf aux parties, en faveur desquelles elles auront été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

Puisque l'on convient qu'il est absolument nécessaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roi, & de pourvoir par ce moyen à la sûreté & la liberté de l'Europe, & que sur les instances très fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du consentement du Roi Très Chrétien, que du Roi Catholique, ont été trouvés les moyens d'empêcher cette union pour toujours par des Renonciations faites dans les termes les plus forts & passées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la manière la plus solennelle, & par la déclaration des Cortes d'Espagne, la-dessus.

Et puisque par lesdites Renonciations & Déclarations, qui doivent toujours avoir la force de Loi pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arrêté & pourvu, que ni le Roi Catholique lui-même, ni aucun de ses Descendants, puisse à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter sur le Trône de France.

Et d'autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France, & par des Constitutions sur la Succession héréditaire à la Couronne de France,

France, qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Espagne sont tellement séparées & des-unies l'une d'avec l'autre, que (lesdites Renonciations, transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & étant observées de bonne foi) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies; C'est pourquoi le Roi Très Chrétien & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la manière la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait, ni par Sa Majesté Très Chrétienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions & tout ce qui a rapport, ne sortent leur plein & entier effet; mais au contraire Sa Majesté Très Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront tous les jours soin, & joindront leurs Conseils & leurs Forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurant tousjours inébranlables & soient observés inviolablement.

32. Le Roi Très Chrétien consent aussi & promet, qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour lui-même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation; soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a joui pendant le Règne du feu Roi Charles II. ou qui

seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Rois d'Espagne n'accorderont pas d'autres Avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisément & en tout de la même manière qu'ils se faisoient sous le Règne & jusques à la mort dudit Roi Catholique Charles II.

Sa Majesté Très Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis comme toutes les autres Nations aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Rois Prédécesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

33. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur sûreté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roi Très Chrétien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regardant ledit Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion, soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez tant l'Ecclesiastique qu'au temporel.

34. Sa Majesté Très Chrétienne con-

sent aussi que dans le même Traité avec
l'Empire, la Forteresse de Rhinsels, &
la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en
dépend, demeurent au Landgrave de
Hesse-Cassel, & à ses Successeurs,
moyennant un équivalent raisonnable
à payer aux Princes de Hesse-Rhinsels;
à condition que la Religion Catholique
Romaine, de la manière qu'elle s'y
trouve établie, y soit exercée sans au-
cune altération.

35. Si par inadvertance, ou autre-
ment, il survient quelque inobser-
vation, ou inconvénient au présent
Traité de la part de Sa dite Majesté, ou
desdits Seigrs. Etats Généraux & leurs
Successeurs, cette Paix & Alliance ne
laissera pas de subsister en toute sa force,
sans que pour cela on en vienne à la rup-
ture de l'amitié & de la bonne corres-
pondance, mais on réparera prompte-
ment lesdites contraventions, & si el-
les procèdent de la faute de quelques
Particuliers Sujets, ils en seront pu-
nis & châtiés.

36. Et pour mieux assurer à l'avenir le
Commerce & l'Amitié entre les Sujets
dudit Seigr. Roi, & ceux desdits Seigrs.
Etats Généraux des Provinces Unies des
Pais Bas, il a été accordé & convenu,
qu'arrivant ci après quelque interrup-
tion d'amitié ou rupture, entre la Cou-
ronne de France & lesdits Seigrs. Etats
desdits Provinces Unies (ce qu'à Dieu ne
plaise)

plaise) il sera toujours donné neuf mois
de tems après ladite rupture aux Sujets
de part & d'autre, pour se retirer avec
leurs Effets & les transporter ou bon
leur semblera, ce qui leur sera permis
de faire, comme aussi de vendre ou
transporter leurs Biens & Meubles en
toute liberté, sans qu'on puisse donner
aucun empêchement, ni procéder pen-
dant ledit tems de neuf mois à aucune
saisie de leurs Effets, moins encore à
l'arrêt de leurs Personnes.

En ce présent Traité de Paix &
d'Alliance seront compris de la part du
dit Seigneur Roi Très-Christien tous
ceux qui seront nommez avant l'Echan-
ge des Ratifications, & dans l'espace
six mois après qu'elles aient été é-
changées.

Et de la part des Seigneurs Etats Gé-
néraux, la Reine de la Grande-Bretagne
& tous les autres Alliez, qui dans le
tems de six semaines, à compter depuis
l'Echange des Ratifications, déclarer-
ont accepter la Paix, comme aussi les
treize, Lovables Cantons des Liges
Suisse & leurs Alliez & Conféderez;
Et particulièrement la meilleure for-
me & manière, que faire se peut, les
Républiques & Cantons Evangéliques,
Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schaf-
house, & Appenzel, avec tous leurs
Alliez & Conféderez, nommément la

Gg

République de Geneve, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de St. Gall, Milhause, & Bienne; Item les Lignes Grises & Dépendances; Les Villes de Bremen & d'Emden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux sur la requi- sition, qu'il leur en sera faite, accorde- ront d'y être compris.

38. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de Fran- ce & Chambre des Comptes dudit Pa- ris; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a ac- coutumé de faire les Publications, Vé- rifications & Enregistrements.

39. Le présent Traité sera Ratifié & approuvé par le Seigneur Roi & les Sei- gneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le ter- me de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la Signa- ture.

En foi de quoi nous Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats

Géné-

Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé,

(L.S.) Huxelles,

(L.S.) F. v. Rand-

(L.S.) Mesnager

wyck.

(L.S.) W. Bayn.

(L.S.) B. v. Dissen.

(L.S.) C. v. Gheel

van Spanbroeck.

(L.S.) F. A. Baron

de Reede, de

Renswoude.

(L.S.) S. v. Go-

slinga.

(L.S.) Graef van

Knipphuyse.

Pleinpouvoir du Roi.

L OUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tons ceux que ces présentes Lettres verront; Sa- lut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincère & solide, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désiderable, auront bientôt un heu-

Gg 6

reux

reux succès, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plutôt la dévotion de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrétien. Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour notre service, de notre très cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre très cher & bien aimé le Sr. Mésnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces causes & les autres bonnes considérations nées de nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes, signées de notre main, commettons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Mésnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces Unies des Pays Bas, revêtus de leurs Pouvoirs en bonne forme, d'arrêter conclure, & signer tels Traitez de Paix, & Articles

ticles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires d'avanceront bon & bon. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traitez de Paix, & Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons, & d'utilité réciproque de nos Sujets, en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation avec lesdits Etats Généraux des Provinces Unies des Pays Bas avec la même Autorité que nous ferions & pourrions faire si nous étions présents en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui tenoit un Mandement plus spécial, non contenu en celdites présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, & tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mésnager, ou l'un d'eux, dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre.

tre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Sceau à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'an de grace mil sept cent treize, & de notre Règne le soixante-dixième. Signé, LOUIS, & sur le reply. Par le Roi, COLBERT. Scellé du grand Sceau de Cire jaune.

Traité de Commerce, navigation & Marine, entre Sa Majesté Louis XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'hui entre le Roi Très-Chrétien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur

leur prospérité, suivant l'exemple des Rois les Prédécesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, rentrant aussi dans la même passion qu'ils ont ci-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincère reconnoissance pour les obligations & les avantages considérables, qu'ils ont ci-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Généraux, ne souhaitant pas moins de la perpétuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet régler leurs intérêts particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions, les plus propres à prévenir tous les inconvéniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance. Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée de la Négociation de la

Paix, & lesdits Seigneurs Etats Géné-
raux, les Sieurs Jacques de Randwyk
Seigneur de Rossem, & Burgrave de
l'Empire & Juge de la Ville de Nimè-
ge; Guillaume Buys, Conseiller Pen-
sionnaire de la Ville d'Amsterdam;
Bruno van der Dussen, l'ancien Bourgue-
maître, Sénateur & Conseiller Pen-
sionnaire de la Ville de Goude; Affes-
seur au Conseil des Heemrâdes de
Schieland; Dykgraaf de Crimpener-
waard; Conneille van Gheel, Sei-
gneur de Spanbroek & Bulkestein &
Grand Bailiff du Franc & de la Ville
de Ecluse, Surintendant des Frères re-
loyant du Bourg de Bruges du Ressort
de l'Etat; Fredric Adrien Baron de
Rhede, Seigneur de Rehswoerde &
d'Emminhuysen & Moerskeken &
Président de la Noblesse de la Province
d'Utrecht; Sijco van Gossinga
Guernan de Franekeradeel, Cura-
teur de l'Université de Franeker;
Charles Ferdinand Comte d'Anhuysen
& de Kniphuysen, Seigneur de Vred-
ehold &c. Députés en leur Assem-
blée de la part des Etats de Gueldres
de Hollande & de Westfrise de Zeel-
lande d'Utrecht de Frise & de la
Ville de Groningue & Ommelandes
& leurs Ambassadeurs extraordinaires
& Plénipotentiaires audit Congrès de
Paix, de conférer & convenir en vertu
de

de leurs Pouvoirs respectivement pro-
duits, &c. dont copie est ci-dessous
transcrite d'un Traité de Commer-
ce & Navigation en la manière qui
s'ensuit. *En suite d'un Traité de Commerce & Navigation*
Les Sujets de Sa Majesté & des
Seigneurs Etats Généraux des
Provinces Unies du Pais-Bas, jouis-
sant réciproquement de la même li-
berté au fait du Commerce & de la Na-
vigation, dont ils ont joui de tou-
tems devant cette Guerre par tous les
Royaumes, Etats & Provinces de l'u-
ne & de l'autre part.
Et ainsi n'exerceront plus à l'a-
venir aucunes sortes d'hostilités ni de
violences les uns contre les autres,
tant sur la Mer que sur la Terre, ou
dans les Rivières, Rades & Eaux dou-
ces, sous quelque nom & prétexte que
ce soit; & aussi ne pourront les Sujets
de Sa Majesté prendre aucunes Com-
missions pour des Armemens particu-
liers, ou Lettres de Répresailles des
Princes & Etats Ennemis desdits
Seigneurs Etats Généraux & moins
les troubler ni endommager d'aucune
sorte, en vertu de telles Commissions
ou Lettres de Répresailles, ni même
aller en course avec elles, sous peine
d'être poursuivis & châtiés comme Pi-
rates, &c. qui sera pareillement obser-
vé

vé par les Sujets des Provinces Unies, à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à certe fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté & dans les Provinces Unies; publiées & renouvelles défenses très expresse & très précises, de se servir en aucune manière de telles Commissions ou Lettres de Réprésailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée sévèrement contre les contrevenans; outre la restitution entière, à laquelle ils seront tenus envers ceux aux quels ils auront causé aucun dommage.

3. Et pour obvier d'autant plus à tous inconvénients, qui pourroient survenir par les Prises faites par inadvertance, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignez, il a été convenu & accordé, que si quelques Prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Térneuse en Norwegue, jusques au bourde la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans

dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Présente, lesdites Prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

4. Toutes Lettres de marque, & de Réprésailles, qui pourroient avoir été ci devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci après données par l'un desdits Alliez, au préjudice des Sujets de l'autre; Si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la Requête de celui qui demande lesdites Réprésailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû.

5. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en Action ou Arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets des

dicts Seigneurs Etats Généraux pour les dettes publiques desdits Etats.

6. Les Sujets & Habitans des Païs de l'obéissance de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront en treux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de routes sortées de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu généralement & universellement à tous tant Sujets qu'Etrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

7. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & de dicts Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté réciproque puisse être déniée, limitée ou restreinte, par aucun Privilège,

Octroi

Octroi ou aucune Concession particulière, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Bénéfices, Dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

8. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront aussi être traités autrement, ou plus mal dans les Droits de contable d'ancrage, du Sol paris & toutes autres charges & impositions, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucuns réserve ou exception que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où lesdits Droits se lèvent.

9. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se lève à cette occasion, les

Sujets des Etats Généraux des Provinces Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Christien, tellement qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandises du Levant à Marseille, & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans les Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni dans l'autre cas deldits Sujets des Etats Généraux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont Sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets deldits Etats Généraux.

10. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement, du Harang salé, sans distinction, & sans être Sujets au remarquement, & ce nonobstant tous les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des quinzeième Juillet, & quatorzième Septembre, mille six cents quatre-vingt sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans

les Ports de France, ou Places conquises, du Harang autrement qu'en wracq & salé du sel de Brûlage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en wracq en des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang paqué, lesquels Arrêts demeureront révoquez & annullez.

11. L'on dépêchera réciproquement à la Douane, ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats Généraux, également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

12. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'Ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités, à la charge néanmoins d'en user avec discrétion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leurs arrivée & de leur séjour.

13. Les Navires de Guerre de Sa Ma-

Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les Prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis ; où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Seigneurs Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites Prises entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Généraux, puissent être arrêtés ou faisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire aparoître : Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux ; mais y étant entrez par nécessité de tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

14. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loi d'Aubaine, & pour-

ront

ront disposer de leurs biens par Testament. Donation, ou autrement : Et leurs Héritiers, Sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs Successions mêmes *ab intestato*, encore qu'ils n'aient obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou personnes privées ; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun droit de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme, & seront généralement traitez ceux des Provinces Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Pais de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

15. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les côtes de

Hh

l'an.

l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempête ou autrement, ne seront contraincts d'y décharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

16. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrêtés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat, & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il apartiendra, & en payant les choses qu'on désirera d'eux, en quoi toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrêts faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, contrats ou autres causes légitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de droit, selon la forme de la Justice.

17. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces Unies pour-

ront en toute sûreté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelle, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis déclarez, tant de la France, que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même sûreté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou détournier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places Ennemies vers un lieu neutre, mais d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

18. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises à l'exception de celles de Contrebande.

19. En ce genre de Marchandises de

H h 2

Con-

Contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saut-ciffes, Cercles poissiez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mêche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casquets, Cuirasses, Halbardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistols, Baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

20. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article précédent, & en fera le transport permis, même aux lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées & investies.

21. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la manière suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulant de là passer à ceux desdits

Enne-

Mois de Mai, 7113.

707

Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du Sêel & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Amirauté des lieux, d'où ils seront premièrement partis, avec la déclaration du lieu où ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoustumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétez ni recherchez, détenus ni retardez en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

22. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutes fois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit ci-dessus.

23. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de mon-

H h ;

ccc

trer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci dessus spécifiée.

24. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourrout envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au Bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François en la manière ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inséré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse aparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foi & créance, & afin que l'on en connoisse mieux la

va-

validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront donnez certaines marques & contrefeings de Saire Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

25. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises, destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens sùdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, & confiscuées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autres compétans, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, trouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confiscuées.

26. Il a été outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de Contrebande, sera confiscué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Christien, encore que la charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contre-

H h 4

bande,

bande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux Articles précédens : & pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre partie, & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'un des Parties, ne pourront être confisquez aucunement, à raison ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la Déclaration de la Guerre: Mais même, quand cela sera fait après ladite Déclaration; pourvu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Norvègue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente: Tellement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargez en

ces Navires Ennemis, ne pourront être confisquez aucunement, durant les termes & dans les étendues susnommées, à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun délai, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi; quoi qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé ci-dessus, qu'un Navire libre astringera les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoi qu'elles fussent Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

27. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces Unies jouiront réciproquement des mêmes Droits, Libertez & Exemptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté; ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'éga-

lité sera réciproque en toute maniere de part & d'autre ; & même en ce cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent Ennemis de Sa dite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes Conditions & Restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

28. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & intérêts, & à souffrir jusques à la dite restitution & réparation.

29. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiez en

en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de décheance & nullité desdites Commissions & Congez ; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

30. S'il arrivoit qu'un Capitaine François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliéner, qu'elles n'aient été descendues en Terre en la présence des Jugemens de l'Amirauté, & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouvat bon & agréât de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage ; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

31. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrêts,

qui seront rendus sur les Prises, qui auront été faites en Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni intéressées au fait dont il sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice déjà donnez & à donner, soient promptement & dûement executez, selon leurs formes.

32. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux, ou quelques autres de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté sera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenues au présent Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement, ni après icelui, pendant la Revision, les Biens & Effets, qui seront réclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties intéressées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

33. Quand Procès sera mû en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des Prises en Mer, & les intéressés en icelles, & que lesdits intéressés vien-

viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'Apel d'icelui, qui aura fait la Prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brève Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les Prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

34. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout remis faire construire ou fretter dans les Pais l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur Autorité, à ce que lesdits marchez de Navires & achats de Munitions se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté, ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission auxdits Ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fassent Attaquans ou Agresseurs.

35. Arrivant que des Navires de Guerre, ou des Marchands échouent par tempête ou autre accident, aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Ap-
raux,

raux, Biens & Marchandises, ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres, ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les fraix raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour le droit de sauvement, & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur Autorité pour faire châtier avec toute la severité possible, ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

36. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre, punir & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens, pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restituez franchement aux Propriétaires qui les réclameront.

37. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & des

dit Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & sera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétez ni recherchez.

38. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre; & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Résidents, Agens, Commissaires, ou autres, ils ne établir leur demeure, que dans les lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

39. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'un Prince, République ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune Prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivières qui leur apartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

40. S'il survenoit par inadvertance ou

au.

autrement, quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa forme, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne Correspondance; mais on en réparera promptement lesdites Contraventions, & si elles procèdent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XLII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladicte rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisies de leurs Effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLII.

42. L'on prévendra de part & d'autre, autrui qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune manière empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & spécialement de l'Article septième, & on s'oblige, aux moindres plaintes qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment réparer.

43. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

44. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a accoustumé de faire les Publications, Verifications, & Enregistrements.

XLII.

For.

Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

LOUIS Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT: Savoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du Port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de des'en aller à chargé de

après que vifiration aura été faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau est appartenant à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, signé & vérifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il

ne

Mois de Mai, 1713. 721

ne pourra embarquer sans le lû & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé; & leur fera fidelle rapport de ce qui sera fait & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Atmes & Enseignes du Roi, & les notres, durant son Voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing & le Scél de nos Armes à ces présentes; & icelles fait contresigner par notre Secretaire de la Marine à jour de mil sept cens

Signé, Louïs, Comte de Thoulouse. Et plus bas, par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

Nous de de l'Amirauté certifions que Maître du Navire, nommé au Passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui. Fait à le mil sept cens, jour de

Autre

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Men des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUX Serenissimes, Très-Illustres, Très-Puissans, Honorables & Pradens Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de

favoir

faisons que
Maitre du Navire
comparant devant nous, a déclaré de Serment solemnel que le Navire nommé grand environ
lastes, sur lequel maintenant il est le Maitre, appartient aux habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maitre de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerrons tous en général & en particulier, où le susdit Maitre avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter d'honneur, le souf-

sup

Mois de Mai, 1713. 723

frant sur les droits accoutumés des péages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter & négocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnaitrons; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Seau de notre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes.
A Utrecht le 11. d'Avril 1713.

Signé,

(L.S.) Haxelles. (L.S.) J. v. Randwyck.
(L.S.) Mesnager. (L.S.) W. Bayenol.

(L.S.) B. v. Duffen.

(L.S.) G. v. Gheel van

Spanbroeck.

(L.S.) F. A. Baron de

Reede, de Rens-

woorde.

(L.S.) S. v. Gossinga.

(L.S.) Graef van Knip-

hausen.

Pleinpouvoir du Roi.

Louis, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux que

quelque prétexte que ce puissent être, comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire; car tel est notre bon plaisir. En témoin de quoi nous avoies fait mettre notre Sceau à ces présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'an de grace mil sept cent treize, & de notre Règne le soixante-dixième. Signé, LOUIS, & sur le repli. Par le Roi, COLBERT. Sillé du grand Seau de Cire jauna.

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onzième d'Ayril mil sept-cens treize, il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot en mot dans le susdit Traité, que l'imposition de 40. sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des Etrangers, cessera entièrement à l'avenir à l'égard des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies; & ne pourra désormais être rétablie, en sorte que les Navires des Sujets

supplément

desdits Seigneurs Etats Généraux, ou de quelqu'autre endroit que ce puisse être, soit chargé ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront pas Sujets à ladite Imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, savoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le présent Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

Li

E

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sa dite Majesté & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé cet Article Separé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *A Utrecht le 11. d'Avril 1713.*

Signé,

(L. S.) Huxelles.

(L. S.) Mesnager.

(L. S.) J. v. Randvoijk.

(L. S.) B. v. Dussen.

(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.

(L. S.) F. A. Baron de Reede de

Renswoude.

(L. S.) S. v. Gossinga.

(L. S.) Graef van Kniphuysen.

Article Separé.

Les Traitez de Paix & de Commerce étant conclus ce jour d'hui onzième d'Avril mil sept cents treize, entre Sa Majesté Très Chrétienne & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & Sa Majesté, voulant contribuer de plus au rétablissement de la Paix Generale, particulièrement aussi de celle entre le Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Majesté Catholique, que la

Paix

Paix se fera aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette Paix, tous les Avantages & Utilitez de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munster, leur seront accordez, & que l'extension s'en fera en forme de Traité, aussi-tôt que les Ambassadeurs Plenipotentiaires du Roi d'Espagne seront arrivez dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article Separé aura la même Force que ledit Traité de Paix, & comme s'il y étoit inseré de mot en mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très Chrétien, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *A Utrecht le 11. d'Avril 1713.*

Signé,

(L. S.) Huxelles. (L. S.) Mesnager.

(L. S.) J. v. Randvoijk. (L. S.) W. Buys.

(L. S.) B. v. Dussen. (L. S.) C. v. Gheel van

Spanbroeck. (L. S.) F. A. Baron de Reede de

Renswoude. (L. S.) S. v. Gossinga.

(L. S.) Graef van Kniphuysen.

Article Separé.

Comme les Pais-Bas Espagnols, & les Villes & Places cédées par le Roi Très Chrétien par le Traité conclu ce jour d'hui entre Sadite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche exécutera toutes les Conditions stipulées dans ledit Traité par rapport au Pais-Bas Espagnols & Villes & Places cédées par le Roi T. C., après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article séparé aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité, & sera ratifié en même tems que ledit Traité.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi T. C., & des Seigneurs Etats Généraux, avons Signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

A Utrecht le onzième d'Avril 1713.

Signé

(L. S.) Huxelles.

(L. S.) Mesnager.

(L. S.) F. v. Randwik.

(L. S.) W. Buys.

(L. S.) B. v. Dussen.

(L. S.) C. v. Gheul van Spanbroeck.

(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.

(L. S.) S. v. Gostinga.

(L. S.) Graef van Kniphuisen.

Comme la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sont convenus de faire une Assemblée des Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de régler les Droits d'entrée & sortie, & la manière de les faire lever, dans les Pais-Bas, communément appelez Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roi T. C. s'y trouve aussi intéressé par rapport au Commerce de ses Sujets; Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, Déclarons au nom desdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agréable, que S. M. T. C. y envoie aussi des Commissaires de sa part, & qu'ils seront contents que provisionnellement, & en attendant, que lesdits Commissaires aient réglé les Droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans lesdits Pais-Bas Espagnols, les Sujets de S. M. T. C., aussi bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes Droits d'entrée & de sortie, que chaque Nation payoit en l'année 1680., & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, ayant vu la présente Déclaration, l'ont approuvée.

732 *Lettres Historiques.*
véc. Fait à Utrecht le onzième d'Avril 1713.

Signé

J. v. Randwijk. W. Buys. B. vander Dussen.
C. van Gheel van Spanbroeck. F. A. Baron de
Rheede van Renswoude. S. van Goslinga.
Graef van Knipphuisen.

Nous soussignez Ambassadeurs Extra-
ordinaires & Plénipotentiaires des
Seigneurs Etats Généraux des Provinces-
Unies, promettons au nom des Seigneurs
nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la
Maison d'Autriche les Pais-Bas, commu-
nément apellez Espagnols, qu'après qu'Elle
aura fait un Acte de Cession du Royaume
de Sardaigne à l'Electeur de Bavière.
Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

Signé,

J. v. Randwijk. W. Buys. B. vander
Dussen. C. van Gheel van Spanbroeck. F.
A. Baron de Rheede van Renswoude. S.
van Goslinga. Graef van Knipphuisen.

732 *Lettres Historiques.*
véc. Fait à Utrecht le onzième d'Avril 1713.

Signé

J. v. Randwijk. W. Buys. B. vander Dussen.
C. van Gheel van Spanbroeck. F. A. Baron de
Rheede van Renswoude. S. van Goslinga.
Graef van Knipphuisen.

Nous soussignez Ambassadeurs Extra-
ordinaires & Plénipotentiaires des
Seigneurs Etats Généraux des Provinces-
Unies, promettons au nom des Seigneurs
nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la
Maison d'Autriche les Pais-Bas, commu-
nément apellez Espagnols, qu'après qu'Elle
aura fait un Acte de Cession du Royaume
de Sardaigne à l'Electeur de Bavière.
Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

Signé,

J. v. Randwijk. W. Buys. B. vander
Dussen. C. van Gheel van Spanbroeck. F.
A. Baron de Rheede van Renswoude. S.
van Goslinga. Graef van Knipphuisen.